

- ➔ **À Londres**
- ➔ **À Paris**
- ➔ **À Bagdad**

**Par nos
luttés**



**Finissons-en avec
ce système !**

Dossier FSE - p. 6-7

Retour à l'autorité dans les lycées p. 8

Tchéchénie p. 10

Sarkozy a la cote au FN

Dans un sondage publié par l'Ifop (23 sept), les sympathisants du FN étaient 72 % à avoir une bonne ou excellente opinion de Sarkozy, qui arrivait en 2ème position après Le Pen (77 %). Explication de Le Pen sur la popularité de Sarkozy parmi les militants de son parti : « il parle dans de nombreuses circonstances comme le Front National ».

Répression de la fraude dans les transports

Avec la loi de sécurité quotidienne (LSQ), depuis 2001, la « fraude habituelle » dans les transports peut être punie de 6 mois d'emprisonnement et 7500 euros d'amende. Aujourd'hui, le Syndicat de la magistrature estime qu'une vingtaine de condamnations à de la prison ferme sont prononcées chaque mois pour ce délit.

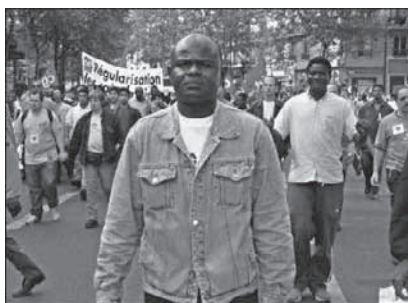
Virées pour quelques euros de réduction

Mi-septembre, dans le Sud-Ouest Auchan a licencié 29 caissières pour avoir simplement utilisé des bons d'achat laissés ou offerts par des clients, comme Éveline (dix ans d'ancienneté) licenciée pour avoir utilisé 12 euros de bons de réduction ou Isabelle (12 ans d'ancienneté, 3 enfants à charge) licenciée pour 24 euros de bons !

À Metz, la police nationale verbalisée par la police municipale

Plusieurs véhicules de service « banalisés mais identifiables » de la police nationale à Metz ont été verbalisés, immobilisés ou mis en fourrière par les « collègues » de la police municipale. Parmi des « dizaines de cas recensés », celui d'un officier de la Sûreté départementale dont la voiture a été embarquée par la fourrière alors qu'il quittait les lieux d'une perquisition avec un gardé à vue menotté.

Hommage à Romain Binazon



Le 10 septembre, Romain Binazon nous a quittés suite à un accident de voiture survenu au Bénin. Porte-parole de la Coordination Nationale des sans-papiers, il avait accepté de sortir lui-même de la clandestinité après deux séjours en prison, afin de mener la lutte, quitte à être à plusieurs reprises victime de la répression.

Régularisé en octobre 2002, il avait effectué 48 heures de garde à vue en août 2003 pour s'être opposé à des expulsions. Présent

et toujours actif dans tous les combats pour les droits des immigrés sans-papiers, mais aussi dans la lutte contre le gouvernement et pour la solidarité internationale, Romain était un militant admirable, un camarade dont nous saluons la mémoire. Le plus bel hommage possible sera de continuer à nous battre!

JB, [Nanterre]

Islamophobie de salons

Les gouvernants traquent les terroristes dans les cages d'escaliers grâce à une formule mathématique : arabe = musulman = intégriste = terroriste. Voilà d'ailleurs le paradoxe islamophobe : on voudrait faire disparaître cette religion mais on tente de faire oublier qu'un arabe peut être athée... C'est plus pratique pour faire croire que l'ennemi est à chaque coin de rue. Avec les débats autour de la Loi Chirac/Ferry sur le voile et les affaires comme celle du RER D le gouvernement et la classe possédante ont créé un climat islamophobe.

Des salons intellectuels aux salons ministériels, des salles de rédaction aux institutions.

Ils sont nombreux ces spécialistes et intellectuels, ou prétendus tels, à avoir apporté leur pierre à l'édifice. Ibn Warraq et Guy Hennebelle nous interpellent : « L'islam en tant que tel n'est pas une religion modérée : il suffit de lire le Coran, truffé de menaces et d'imprécations en tout genre pour s'en convaincre ! (...) Vous êtes-vous jamais demandé pourquoi la totalité du milliard de musulmans croupit sous des régimes plus despotiques les uns que les autres ? Pourquoi l'islam ne parvient pas à s'arracher, malgré le pétrole et le reste, au sous-développement ? » (1). Yves Charles Zarka, dans un autre genre nous explique que le « "djihad", la guerre sainte contre l'Occident, renouvelle l'esprit de conquête qui a toujours animé l'islam » (2). Et ce ne sont là que deux exemples ...

Ainsi le ministère de l'Éducation Nationale a annoncé la fermeture du Capes d'arabe pour la session 2005 alors qu'il venait de publier un mois auparavant le programme. L'arabe est enseigné dans 253 collèges et lycée, il y a 205 enseignants titulaires et 9 contractuels et le gouvernement ose prétendre que près de 80 profs sont déjà de trop. Dans plusieurs universités des étudiantes voilées rencontrent des problèmes pour assister aux cours alors que la loi Chirac/Ferry ne s'applique pas à l'enseignement supérieur. Dans le primaire et le secondaire plusieurs mères voilées n'ont pas pu entrer dans les établissements lors de réunion avec les profs...

La République à notre secours ?

On nous répète sans cesse que seule la « République » peut nous aider et nous offre la possibilité de « vivre ensemble ». Mais leur République n'est pas la nôtre, elle n'est pas celle des jeunes et des travailleurs, c'est celle d'une caste de dominants. Son drapeau porte les couleurs de la guerre, du colonialisme et du racisme. La seule solution c'est de ne pas se laisser diviser et de reconnaître notre véritable ennemi : le gouvernement. Il est temps d'impulser une large mobilisation contre tous les racismes, les manifestations du 7 novembre doivent en être l'occasion.

1) « Pour un "Vatican II de l'islam" ! » Le Figaro, 1er octobre 2001.

2) Revue Cités dossier « L'Islam en France »

Dimitri, [Metz]

Ce nouveau racisme s'institutionnalise.

Meurtre de deux inspecteurs du travail

Le 2 septembre, en Dordogne, deux inspecteurs du travail, D. Buffière et S. Trémouille, ont été assassinés par l'agriculteur qu'ils venaient contrôler. C'est la première fois depuis la création de l'Inspection du travail (1892) qu'un tel crime est commis. Mais la plupart des médias ont traité cet événement comme un fait divers et ont surtout mis en avant les « difficultés » que connaissait l'agriculteur. On imagine bien le meurtre de deux flics qui donnerait lieu à des reportages nous expliquant les « difficultés » de celui qui les a tués...

Par contre pas un mot sur les « difficultés » de l'inspection du travail : 427 inspecteurs et 813 contrôleurs doivent faire respecter 400 lois et 8000 décrets et défendre les droits de 15,5 millions de salariés du privé, dont la moitié n'ont pas de délégués du personnel parce qu'ils travaillent dans des entreprises de moins de 50 salariés. L'entreprise contrôlée était une entreprise de fruits et vignobles, secteur où l'on estime que 18 % des 800000 saisonniers n'ont pas de contrat de travail, et où plus de la moitié travaillent 56 heures par semaine.

Le gouvernement et le Medef ont pour objectif de détruire les acquis des salariés et de donner toujours plus de libertés aux patrons. Il y a quelques mois, 81 députés UMP-UDF déposaient une proposition de loi visant à réduire l'inspection du travail à une simple agence technique en matière d'hygiène et de sécurité. Pas étonnant, dès lors, que certains patrons se croient tout permis : environ 7 % des PV dressés par les inspecteurs et contrôleurs relèvent des incidents pendant les contrôles.

Le meurtre du 2 septembre n'est pas un incident isolé, il s'inscrit dans un climat de violences contre les salariés et contre ceux qui essaient de défendre leurs droits. Et le gouvernement a choisi son camp : le communiqué du Ministère de l'Agriculture après les meurtres nous apprend en effet que « confronté à des difficultés extrêmes, le monde agricole et rural réunit des acteurs divers, qui partagent un même amour de leur métier ». Sans commentaire.

Amélie, [Tolbiac]

La télé de la World Company

La déclaration de Patrick Le Lay, président de TFI, a le mérite d'être claire et directe : « Le métier de TFI, c'est d'aider Coca-cola, par exemple, à vendre son produit ». Et il précise : « Pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible : c'est de le divertir, de le détendre entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-cola, c'est du temps de cerveau humain disponible ». Nombre de présentateurs ont dit être outré par ces propos, d'autres, prudents pour leur carrière ont préféré se taire. Mais tout ce remue-ménage médiatique autour de cet extrait est bien hypocrite. Nous n'avons pas attendu Le Lay pour voir la publicité comme un agent aliénant la population. Les médias étant toujours aux mains des mêmes, la classe possédante, c'est donc en sa faveur qu'ils travaillent. Après qu'ils ont mis du temps de cerveau humain à disposition, la pub nous envahit avec toutes les

valeurs que défend cette société. Le ramollissement de cerveau recherché par toutes les nouvelles émissions à la mode, va permettre aussi, de faire avaler sans broncher tout le journal du 20 heures. Qui, à lui seul déforme autant les infos et véhicule autant de préjugés que le publicitaire essaie de convaincre le client ! Ainsi, par exemple, le sexisme est une des particularités les plus présentes à la télé. Les grandes émissions « sérieuses » ne sont que très rarement présentées par des femmes, mais par contre pour faire la potiche et être souriante, elles sont les bienvenues. On pourrait dire la même chose sur la quasi-absence de présentateurs issus de l'immigration et de la colonisation. La télévision, un instrument aux mains des classes dominantes...

Julia, [Orléans]

Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation,

pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro)
10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)

Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :
..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
..... carnet(s) de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Total : euros
Chèque à l'ordre de RCJ

Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville
Téléphone e-mail

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.
mail : jcr@jcr-red.org — web : www.jcr-red.org

Sommaire

Actualité

Monde

- 4 Russie : le retour du tsarisme ?
Mobilisations en Allemagne
Putsch en Guinée
- 5 Conférence de R. Nader
Situation des femmes en Irak
Contre le mur en Palestine

Dossier FSE

- 6 Les enjeux du FSE de Londres
Changer le monde !
- 7 L'Europe du capital et de la guerre
Peut-on réformer le capitalisme ?
Que faire après le FSE ?

Hexagone

- 8 Lycées : retour de l'autorité
Des moyens pour étudier !
Rentrée sur les facs

- 9 Otages français
Interview de Dalila, militante
anti-guerre
Non à la Constitution !

Histoire

- 10 Les Tchétchènes, un peuple
massacré dans l'indifférence

Kultur

- 11 Le livre noir du colonialisme
Alain Gresh
Carnets de voyage

Irak : l'occupation est un crime !

Conférence de Beyrouth :

« Washington sera vaincu par la résistance »

250 délégués venant de 54 pays différents se sont réunis à Beyrouth du 17 au 19 septembre pour une conférence des mouvements antiguerre et antiglobalisation. Cela est déjà en soi une réussite incontestable pour le mouvement qui avait culminé avec des millions de manifestants dans les rues du monde entier le 15 février 2003. Quelques semaines après les 500000 manifestants de New York contre la convention républicaine, alors que 36 villes d'Irak n'étaient plus sous le contrôle des forces d'occupation, cette conférence a confirmé la réalité du front international de résistance.

Certains délégués représentaient les mouvements qui ont le plus réussi à développer un mouvement de masse contre la guerre comme United For Peace and Justice aux États-Unis ou Stop The War en Grande-Bretagne, mais aussi les coalitions turque, grecque, italienne, sud-africaine, australienne, sud-coréenne. D'autres représentaient des mouvements sociaux, le Mouvement des sans-terre du Brésil, Attac Japon*...

Mais cette conférence a aussi montré que le mouvement antiguerre est en train de faire progresser l'ensemble du mouvement international de résistance. Beyrouth est la capitale d'un pays qui symbolise la victoire d'un mouvement de résistance à l'occupation israélienne. Cette conférence a rassemblé aux côtés des mouvements venus des États-Unis, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe, de nombreux représentant(e)s des pays arabes dont des délégations venues d'Irak et de Palestine mais aussi du Maroc, d'Égypte, de Tunisie, de Syrie, de Jordanie... Le comité libanais d'invitation comportait un large spectre d'organisations politiques (du Parti Communiste libanais au Hezbollah) et associatives.

Cela a donné lieu à une conférence d'une tonalité extrêmement offensive. Introduisant le débat sur la situation internationale Walden Bello (Focus on the Global South, lauréat du Prix Nobel Alternatif de 2003) a averti : « *La question, amis et camarades, n'est plus de savoir si Washington sera vaincu par la résistance irakienne. Il sera vaincu. La question est combien de temps il pourra s'accrocher à une situation impossible. Dans la résolution de cette question, le mouvement international porte une responsabilité importante.* »

La conférence a confirmé la nécessité de développer un mouvement de masse exigeant le retrait inconditionnel des troupes d'occupation en Irak et en Palestine. À l'image de Walden Bello, les délégués se sont accordés sur une critique de ceux et celles qui conditionnent leurs actions « à la garantie qu'un mouvement de libération national en accord avec leurs valeurs et leurs discours sera celui qui viendra au pouvoir », ce qui reviendrait paradoxalement à vouloir imposer « leurs propres termes à d'autres peuples ».

Denis Godard, délégué pour Agir Contre la Guerre à la conférence de Beyrouth

* Reflet du retard pris par les organisations françaises dans ce combat, les seules organisations françaises représentées étaient le CCIPPP, qui a joué un rôle central dans le projet, ACG et le Collectif des Musulmans de France.--

Je suis lycéen(n)e.

Depuis un mois, c'est la répression à plein tube. La loi interdisant le port du voile à l'école en plus d'en avoir contraint plus d'une soit à le retirer soit à s'inscrire au CNED ou ne pas s'inscrire du tout, a accéléré l'uniformisation (interdiction de la casquette, du string), la répression dès qu'on ne rentre pas dans les cases.

Je suis étudiant(e).

Ma fac est passée au LMD et je ne me rends compte que quand je choisis mes cours, que mon diplôme n'aura rien à voir avec celui de mon (ma) pote. Qu'en plus, il me faudra une mention bien pour passer. Je n'y comprends rien, et les profs non plus.

Ma fac n'est pas encore passée au LMD, on verra ça plus tard. Les frais d'inscription, le ticket de RU ont encore augmenté et va peut-être falloir que je bosse.

Je travaille.

Je viens de trouver un truc génial : assistant d'éducation. Je bosse 41 heures la semaine et je ne peux plus faire d'études. Je me tâte à aller à Mac Do, paraît qu'c'est mieux payé.

Pendant ce temps-là, je me rends compte qu'il y a des morts partout : en Palestine, en Irak, dans les bidonvilles de Nanterre.

En bref, qui qu'on soit, où qu'on soit, on s'en prend plein la gueule. On pense qu'on ne peut rien faire, que c'est comme ça, qu'on ne maîtrise rien, que les élections ça sert à rien, et que du coup, c'est chacun sa merde. Soit on décide d'écraser les autres, soit on se dit qu'on va, à notre niveau créer une vie alternative.

Sauf que, eux, les patrons, ils n'agissent pas seuls. Ils ont des gouvernements qui les aident, en menant des offensives contre l'ensemble de nos acquis ou en allant occuper l'Irak, par exemple. Ils sont coordonnés, ils utilisent les médias pour nous empêcher de penser. Ils nous divisent : ils nous font haïr les musulmans responsables de tous les maux de la planète. Et tout ça, pour qu'on n'ait pas l'idée de s'en prendre à eux, qui en sont les vrais responsables par leur soif de profit.

La priorité pour nous, c'est de se dire qu'on n'est pas tout seul, que le musulman, le travailleur(se) américain, ou le collègue de boulot n'est pas l'ennemi. Et que c'est ensemble, que l'on pourra les empêcher de privatiser l'éducation, de réprimer, mais aussi qu'on réussira, en solidarité avec la résistance, à les contraindre de retirer leurs troupes d'Irak, et enfin qu'on imposera une autre société où ce sera vraiment la majorité qui décidera et pas une petite minorité d'actionnaires.

Chaque échéance, comme le FSE, est un point d'appui dans cette perspective, dans l'organisation du camp de la jeunesse, des salari(é)s, de ceux sans qui la société ne fonctionnerait pas et qui pourtant ne décident de rien. N'attendons plus rien des autres, que ce soient des directions syndicales qui freinent les mobilisations ou ne font rien ou de la gauche, qui vote les attaques antisociales. Organisons-nous !

ndagendagendagendag
agendagendag
gendagendag
endagendagendagendag

14/15/16 octobre : Forum Social Européen à Londres

17 octobre : Manifestation européenne à Londres pour le retrait des troupes d'occupation

23 octobre : manifestation pour la régularisation de tous les sans-papiers, en mémoire de Romain Binazon, porte-parole, décédé accidentellement.

6 novembre : Concert pour la Palestine à Paris (Porte de Versailles)

7-13 novembre : Semaine d'action contre le mur d'Apartheid en Palestine

7 novembre : Manifestations un peu partout en France contre le racisme.

21 novembre : 6 heures contre les violences faites aux femmes

27 novembre : Manifestation nationale contre les violences faites aux femmes.



en bref

Dire des jurons en public est passible d'amende dans une région de Russie

Les personnes surprises à prononcer des expressions jugées « ordurières » sont condamnées à payer en moyenne des amendes de 500 roubles (14 euros), a expliqué la porte-parole de l'administration locale de Belgorod. « Quand quelqu'un emploie un langage injurieux dans un lieu public, nous considérons cela comme du trouble à l'ordre public ».

« Les flics sont devenus complètement dingues. Ils sont à l'affût du moindre petit mot. On doit constamment se contrôler », explique ainsi Denis, étudiant de Belgorod.

Et à quand une amende pour Poutine, qui s'est rendu célèbre pour avoir dit qu'il irait « buter les terroristes tchétchènes jusque dans les chiottes » ?

Amende pour un gendarme suisse qui avait matraqué un manifestant

Un gendarme, qui avait frappé à la tête un manifestant avec sa matraque en 2003 à Genève, devra s'acquitter d'une amende, la justice l'ayant condamné pour lésions corporelles par négligence.

Le gendarme a été condamné à une amende de 200 francs suisses (130 euros). Il avait blessé le fils d'une syndicaliste, Denise Chervet, elle-même touchée au visage par une balle colorante lors d'une manifestation anti-OMC.

Le policier qui avait tiré la balle colorante a été récemment blanchi par la justice genevoise.

Police partout...

12 militaires français arrêtés pour le vol d'une banque en Côte d'Ivoire

Douze militaires français ont été arrêtés pour le vol d'une somme de 100 000 euros (65 millions de francs CFA) dans une succursale de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Man, à l'ouest d'Abidjan.

Ces militaires, stationnés dans cette ville à 570 km à l'ouest d'Abidjan, étaient en charge de la « garde » de cette succursale.

Quand on vous dit que les Français sont en Côte d'Ivoire pour le bien du peuple ivoirien...

Russie: le retour du tsarisme?

présenté sous un emballage de deuil avec un ruban noir par Poutine. Pour lutter contre le terrorisme, « les organes du pouvoir exécutif central et régional doivent former un organisme uni et hiérarchisé » a-t-il déclaré en renforçant son pouvoir de président. Les gouverneurs des régions et présidents des républiques de la Fédération russe, qui étaient jusqu'à présent élus au suffrage universel direct, seront maintenant élus par les parlements locaux sur proposition du Chef de l'État! Un changement du mode de scrutin permettra de favoriser les grands partis pour arriver à la création d'un parti national. Des intellectuels russes y voient les prémices d'un changement du mode d'élection du président afin de permettre à Poutine d'effectuer un troisième mandat (actuellement un président ne peut dépasser les deux mandats), voire de rester au pouvoir jusqu'à la fin de sa campagne antiterroriste...

À cela s'ajoute un flot de réformes autoritaires et libérales qui sont votées les unes après les autres, sur le code du travail, les médias, les étrangers, « les services publics », le système de protection social, les salaires... Bien entendu, tout ce qui contribue à développer une opposition à la politique en cours est sévèrement puni au travers d'une loi qui assimile extrémisme et critique à l'égard du pouvoir. La Douma (devenue la chambre d'enregistrement des projets de loi proposés par Poutine) prévoit également de revenir sur le moratoire sur la

peine de mort, mis en place il y a 12 ans.

Chirac salue les « efforts » de Poutine

Dans ces moments-là, tout est bon pour trouver des alliés. Se rapprochant de ses partenaires du « camp de la paix », Chirac et Schröder, Poutine demande leur soutien aux nations occidentales victimes elles aussi de « la menace terroriste ». En visite le 24 février à Budapest, Jacques Chirac, qui voit en la Russie un allié pour rétablir un monde bipolaire face à l'impérialisme hégémonique des États-Unis, s'était livré à un vibrant plaidoyer: « La Russie fait un énorme effort pour renforcer l'État et retrouver sa place dans le monde; il est très important que l'Union européenne développe avec elle une relation forte. Cela suppose un peu plus de respect », il salue « les efforts de réforme » de Poutine et « sa volonté d'ancrer une Russie forte dans le camp de la démocratie »!

C'est un gros enjeu de ne pas se mettre à dos la Russie lors de déclarations trop critiques, surtout avant le prochain sommet entre l'Union européenne et la Russie, qui doit s'ouvrir le 11 novembre à La Haye et durant lequel quatre « espaces communs » de coopération doivent être mis en place dans les secteurs de l'économie, de la sécurité exté-



rieure, de l'enseignement et des libertés...

Difficile contestation

Face à cela, la résistance russe est dure à organiser. Bien que le niveau « d'approbation générale » du président soit passé de 86 % en décembre 2003 à 66 % en ce mois de septembre, le manque d'opposition crédible et organisée se fait cruellement ressentir. Le rejet du politique prend ses racines dans le passé stalinien, mais a été fortement renforcé par les désillusions consécutives à « la thérapie de choc » et par l'effondrement du niveau de vie. Les quelques manifestations organisées sont bien sûr illégales et sévèrement réprimées. Elles ne sont en aucun cas relayées par les médias, totalement contrôlés par Poutine. Pourtant la colère monte. Espérons cependant qu'un jour, à l'instar des Espagnols qui se sont servi du 11 mars pour virer Aznar, les Russes organisent la résistance pour virer Poutine.

Marie, [Jussieu]

La Poutinocratie

Un projet de refonte du système politique Russe, en préparation depuis mai, est ainsi

Mobilisations en Allemagne

Cela fait déjà deux mois que, chaque lundi, des dizaines de milliers de chômeurs, salariés, retraités allemands descendent dans la rue contre la politique antisociale du gouvernement Schröder et plus précisément contre la « réforme » du régime d'indemnisation des chômeurs proposée par P.Hartz, DRH de Volkswagen. Le choix du lundi fait référence aux manifestations de 1989 contre le régime stalinien de la RDA. La mobilisation est beaucoup plus forte à l'est qu'à l'ouest, pour plusieurs raisons mais en grande partie parce que le chômage y est plus important (20 % à l'Est; 10 % à l'Ouest). Le 2 octobre était une échéance nationale; 70 000 personnes se sont retrouvées à Berlin: c'est en deçà de ce qui était espéré mais ça reste très correct.

Hartz IV, Was ist das ?

Il y a quelques mois, un questionnaire a été envoyé aux chômeurs afin de lister l'ensemble des ressources qu'ils pouvaient avoir: allant même jusqu'à demander combien les enfants avaient sur leur compte!! Devant le mécontentement, ils sont dès le départ revenus sur certaines choses. Néanmoins,

l'essentiel est resté. Les lois Hartz IV ont été adoptées par le SPD, Verts, CDU (droite). Ils se prennent tous, en ce moment, des claques électorales tandis que le PDS (équivalent du PC) remonte et les partis à gauche du SPD montent. Elles entrèrent en application en janvier 2005. Elles proposent de fusionner l'indemnisation de fin de droits avec l'aide sociale (équivalent du RMI français). En fait, après 12 mois de chômage, les versements s'élevèrent à 345 euros à l'ouest et 331 à l'est (avant, le chômeur(se) recevait 63 % de son ancien salaire pendant 32 mois). Tout chômeur devra accepter n'importe quel emploi et 600 000 emplois vont être créés payés 1 euro l'heure.

Réduire le coût du travail

Fondamentalement, le projet des patrons et du gouvernement est de réduire le coût du travail et les dépenses de l'État et ça ne se limite pas aux attaques contre les chômeur(se). À Volkswagen, par exemple, les salarié(e)s sont victimes d'un vrai chantage à l'emploi, puisque la direction souhaite réduire les « coûts » de personnel de 30 % d'ici 2011 et menace de supprimer 30 000 emplois si le plan est refusé. Tout ça, alors que les profits continuent d'augmenter: 1,9 milliard de bénéfices en 2003!

Cette politique de casse de l'ensemble des acquis des travailleur(se) n'est pas isolée. Que ce soit l'allocation-chômage, les licenciements, les chantages à l'emploi, les retraites, les attaques sur l'éducation, ils mènent la même politique partout en Europe. La période de l'État provi-

dence durant laquelle la croissance économique était telle qu'ils pouvaient se permettre de faire des concessions, est révolue. Pour maintenir leurs taux de profits ils reviennent sur ce qu'ils avaient pu lâcher avant.

Pour gagner, 1ère étape: l'unité

Ce qui est positif, c'est qu'en Allemagne, comme en France en mai juin 2003 (dans un certain nombre d'endroits), c'est spon-

tanément, à côté des directions syndicales qui, quand elles ne freinent pas, se bornent à ne rien faire, que les salarié(e)s se mobilisent et s'organisent. Pour gagner, il nous faut partout lutter contre les divisions que nous imposent les bourgeoisies: est/ouest; public/privé; immigrés/pas; hommes/femmes.

Fanny, [Rouen]

Tentative de Putsch en Guinée Après la mère, je voudrais le fils...

Le 25 août dernier Mark Thatcher, fils de l'ancienne Première ministre britannique, a été arrêté chez lui, à Constantia, banlieue chic du Cap, dans le cadre de la tentative de coup d'État en procès en Guinée Équatoriale. Le porte-parole des Scorpions, unité d'investigation d'Afrique du sud a déclaré que Thatcher fils pourrait avoir quelque chose à voir avec le financement d'un hélicoptère qui aurait servi à cette tentative de putsch. Nick du toit, chef du commando qui préparait le putsch, a reconnu lors de son procès avoir eu des contacts avec Thatcher, mais dit que l'appareil qu'il voulait acheter était destiné à une entreprise minière du Soudan.

Seulement voilà lors de cette rencontre Thatcher était accompagné par son voisin, le cerveau de l'opération en Guinée, Simon

Mann. Il devient donc pour lui de plus en plus difficile de nier sa culpabilité. Ce n'est pas la première fois qu'il est fortement suspecté d'avoir participé à de telles actions, mais il n'a jamais pu être inquiété. Le gouvernement anglais, qui s'enfoncé de plus en plus en Irak, ne souhaite pas avoir une tache de plus dans sa politique internationale, et fait tout son possible pour que l'affaire ne fasse pas trop de bruit et pour que Mark Thatcher soit laissé libre.

Après celui des Irlandais, la famille Thatcher pourrait avoir d'autre sang sur ses mains, mais lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de la bourgeoisie, on ne s'embarasse de choses aussi insignifiantes...

Laorans, [Nanterre]



« 200 € si elle est vierge... »

Les femmes sont devenues un produit bon marché dans le régime post-Saddam. « C'est 200 euros pour les vierges et 100 euros dans le cas contraire ». Depuis l'occupation, les enlèvements, les viols, la prostitution et les crimes d'honneur sont devenus le quotidien des Irakiennes.

Saddam n'était pas un défenseur des femmes, surtout depuis le virage des années 90 après la guerre contre l'Iran et l'invasion du Koweït. À cette époque, il veut améliorer son image dans le monde musulman : garçons et filles sont séparés à l'école, polygamie et crimes d'honneur sont légalisés. Un virage sans précédent pour un pays qui comptait les Ières femmes ambassadrices, hauts fonctionnaires et médecins du monde arabe. Difficile de faire pire...

Pourtant elles doivent faire face à une recrudescence de la misère et de la violence depuis que Saddam est tombé.

Enlèvements, viols, prostitution

Depuis le début de l'occupation, les viols,

les enlèvements, les meurtres pour l'honneur et les violences conjugales sont devenus des faits quotidiens. L'OLFI a officiellement examiné la situation à Bagdad : au moins 400 femmes ont été violées dans cette ville entre avril et août 2003. L'idée selon laquelle la femme représente « l'honneur » de la famille devient centrale dans la culture irakiennes et a coûté la vie à de nombreuses femmes ces derniers mois. Le viol, utilisé comme un moyen de régler ses comptes avec les anciens baasistes, est considéré comme une atteinte si honteuse à cet honneur que le suicide ou le meurtre sont les seuls moyens de le laver.

Une nouvelle forme de mariage est apparue : « le mariage de divertissement ». C'est la version islamiste de la prostitution. Les hommes riches épousent temporairement (souvent pour quelques heures) des femmes contre de l'argent.

Depuis le début de l'occupation le chômage a explosé, les femmes quittent leurs emplois, retournent au foyer et perdent leur indépendance économique. Les violences domestiques se multiplient du fait de l'occupation (chômage, clandestinité). Les organisations féministes irakiennes craignent une situation comme en Palestine ou au Vietnam

ou les occupations militaires ont conduit à une explosion des violences domestiques. Au Vietnam, ces violences résultant de l'expérience de la guerre sont encore très courantes plus de 30 ans plus tard.

« Sous Saddam nous rasions les murs, maintenant nous ne sortons plus »

C'est ce que confiait une jeune femme à un journaliste du Monde. La longue Abaya noire est largement ressorti ces derniers temps et les femmes ne sortent plus sans être escorté d'un parent masculin. Sur le site d'Amnesty international on peut lire l'histoire d'Asma, une jeune irakienne : « Asma, jeune femme ingénieur, a été enlevée à Bagdad. Elle faisait des courses avec sa mère, sa sœur et un parent quand six hommes armés l'ont fait monter de force dans une voiture et l'ont emmenée à une ferme près de la ville. Là, elle a été violée plusieurs fois. Le lendemain, Asma a été reconduite jusqu'à son quartier et poussée hors de la voiture ». Quand Asma s'est adressée au représentant de l'autorité provisoire de la coalition, on lui a répondu qu'on avait « des choses plus urgentes à faire ».

Françoise, [Tolbiac]

États-Unis : Meeting de Nader

Ralph Nader, candidat indépendant à la présidence américaine, est intervenu sur la fac de Madison dans le Wisconsin en septembre 2004. Le Wisconsin est un « swing state », un État qui n'est a priori gagné ni aux Démocrates, ni aux Républicains. Ce sont dans les swing states qu'un soutien à Nader est le plus critique car il risque de diviser le vote pour les Démocrates. Près de 1500 personnes ont assisté au débat. Extraits

« J'ai proposé à John Kerry qu'on joigne nos efforts pour attaquer Bush.

Je lui ai proposé qu'on mette un terme aux abus des multinationales. (...)

J'ai proposé de défendre un salaire minimum, assez élevé pour faire vivre une famille dignement, et qu'on revienne sur les lois antisyndicales, comme Taft Hartley, qui font de nous le pays occidental avec le plus d'obstacles au droit syndical, et le plus bas niveau syndical en 60 ans. J'ai proposé qu'on mette un terme au libre-échange avec les dictateurs, car sous une dictature ce n'est évidemment pas la concurrence qui fixe les prix.

3000 personnes sont mortes le 11 septembre 2001, c'est moins que le nombre de travailleurs qui meurent chaque année des conséquences de maladies liées à leur emploi et cela arrive tous les mois. (...)

Si Kerry adoptait ce type de revendications, s'il contestait ouvertement les multinationales toutes-puissantes, on chanterait déjà « bye-bye Bush ».

Et au lieu de cela, c'est Bush qui mène la danse. Sur l'Irak, il se moque de Kerry, et de son inconsistance : voter pour l'invasion, puis dire le contraire un mois plus tard, appeler à l'envoi de plus de troupes en Irak, puis promettre de mettre un terme à l'occupation en moins de 6 mois, etc.

Pourquoi Kerry et son candidat à la vice-présidence John Edwards se comportent-ils de la sorte ? Parce que le parti Démocrate est lui-même dominé par les multinationales. Cette tendance s'est accentuée ces 25 dernières années, et elle s'est si bien développée que le parti est sévèrement affaibli. Les résultats sont inquiétants. Le parti Démocrate a systématiquement perdu, année après année, des postes de maires et des postes de gouverneurs, au profit du parti Républicain.

Mais combien de temps reste-t-on fidèle à un parti comme celui-là ? 10 ans d'échec. Au Congrès, ils auraient pu regagner la majorité en 2000, puis en 2002, mais ils ont alors comme un seul homme choisi de soutenir Bush, au nom de l'union sacrée dans la guerre contre le terrorisme.

Et c'est Bush, ce réfractaire, ce lâche, qui ose critiquer les Démocrates... Kerry, lui, au moins est allé au Vietnam et y risqua sa vie. C'est tellement obscène, de voir Bush se payer la tête des Démocrates, lui qui est la personne la plus haïe au monde.

Cela devrait faire réagir tous les progressistes américains. Comment ne voient-ils pas que Bush leur rit au nez, car le 'tout sauf Bush' les amène à ne poser aucune condition à leur soutien à Kerry, aucune revendication n'est formulée par les associations de consommateurs, par les syndicats, par les groupes de défense de l'environnement, par ceux qui défendent les libertés civiles.

Et pourtant, concernant l'atteinte aux droits des citoyens, il y aurait de quoi faire. Kerry et Edwards ont tous deux voté pour le Patriot Act. On pourrait au moins exiger de Kerry qu'il se prononce contre les abus de cette loi, mais non rien n'est fait dans ce sens. On pourrait exiger de lui qu'il défende les arabes-américains et les musulmans,



R. Nader

qui sont les premières cibles de cette loi. On pourrait exiger que le parti Démocrate défende le principe selon lequel la destruction de libertés individuelle pour l'un est une menace pour les libertés de tous.

Nous avons eu le mouvement anti-guerre le plus gros, le plus dynamique, le plus spontané de toute l'histoire de notre pays. Mais où sont-ils tous maintenant ? Où sont leurs manifestations contre les deux partis, exigeant un terme au bourbier irakien ? Ils sont trop occupés à répéter « tout sauf Bush, tout sauf Bush ». Or dans cette élection présidentielle, même le budget militaire est passé sous silence. Pour chaque dollar circulant sur le marché, 50 cents financent la fabrication de bombes et autre matériel militaire !

Imaginez si les groupes syndicaux et les comités anti-guerre collaboraient : 200 milliards de pourraient être immédiatement transférés à l'éducation, à la santé-là où nous en avons cruellement besoin. (...)

Si Kerry perd face à ce lâche, à Bush, la responsabilité en reviendra aux progressistes, aux militants de gauche qui ont fui leurs responsabilités, paralysés par le tout-sauf-Bush. (...)

Conférence recueillie par Ambre, [Censier]

Contre le mur de l'Apartheid en Palestine

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de l'appel du mouvement populaire palestinien (composé de plus de soixante comités populaires locaux et de nombreuses ONG) à une campagne internationale d'action du 9 au 16 novembre prochain contre la politique d'Apartheid de l'État d'Israël.

- Le 28 septembre 2004, 4 ans ont passé depuis que les Palestiniens furent contraints de démarrer une seconde Intifada. Le maintien de l'occupation israélienne, y compris le ravage de la terre, le vol des ressources, l'humiliation, la destruction des infrastructures et finalement l'étranglement qu'ils eurent à endurer par le processus de dépossession d'Oslo, tout ceci ne laissa pas d'autre choix aux Palestiniens que la lutte pour la libération et la justice. (...) 3123 Palestiniens au moins ont été tués depuis le 28 septembre 2000. La lutte doit continuer.

- Depuis plus de 2 ans le mur de l'Apartheid déchire la Cisjordanie, un des plus énormes projets d'annexion de terre, de destruction et d'expulsion, résultat de la politique raciste et coloniale du sionisme. Le mur emprisonne les Palestiniens, détruit, annexe et isole leur terre, confisquant leurs ressources naturelles et étouffant leur vitalité. Ce mur est une tentative sioniste d'annexion définitive de la Palestine. Il enferme le Peuple palestinien dans des bantoustans, y imposant des conditions de vie insoutenables, le but final étant le transfert d'une troisième vague de Palestiniens. Simultanément les forces sionistes soutenues par les USA font pression sur les Palestiniens pour qu'ils renoncent au droit au retour de millions de réfugiés.

- L'échec de ces tentatives pour casser la détermination du Peuple palestinien dans sa lutte pour une vie de justice et de liberté est manifeste, la résistance est plus forte chaque jour. Actuellement, une campagne de résistance des masses populaires rassemble 60 comités populaires, de nombreuses associations civiles de la société palestinienne et les efforts de la solidarité internationale pour une mobilisation quotidienne visant à détruire le mur. La recommandation de la Cour Internationale de Justice spécifie que le projet de mur est illégal (...). Ceci n'est pas une victoire, c'est un appel pour agir et l'application doit en être immédiate.

- Depuis plus d'un an les USA et la coalition ont élargi l'occupation au Moyen Orient jusqu'en Irak, attaquant et détruisant les villes irakiennes tout en humiliant et en

massacrant la population. Israël et les USA utilisent les mêmes armes, les mêmes tactiques et déploient le même mépris des êtres humains, avec pour but la colonisation de la Palestine et de l'Irak. Il n'est donc pas surprenant de retrouver le même esprit de résistance chez les Irakiens et chez les Palestiniens. Cela n'a pas pris bien longtemps pour que l'Intifada explose dans les rues de l'Irak. Car il n'est que trop évident que l'invasion de ce pays fait partie d'un grand projet colonial visant à la domination de tout le monde arabe.

Les puissances mondiales engagées dans la « lutte contre le terrorisme » sont elles-mêmes les vraies forces terroristes.

- L'occupation de la Palestine, comme celle de l'Irak, est du terrorisme d'État.

- Les atteintes aux droits civils et sociaux dans leurs propres pays sont du terrorisme d'état.

- Les lois internationales sont devenues sans objet pour leurs crimes.

Le mur de l'Apartheid qui concentre tous les crimes contre les peuples palestinien et arabe dans 730 km de béton, est au cœur même de la politique raciste et oppressive d'Israël.

C'est un mur contre la liberté, la justice et la paix. (...)

Mobilisez du 9 au 16 novembre 2004 pour la semaine internationale d'action contre le mur d'Apartheid. (...)

Soutenez la lutte du mouvement populaire palestinien contre le mur de l'Apartheid.

Appelez à des actions de masse montrant l'opposition mondiale au mur de l'Apartheid.

Aidez à amener la lutte du mouvement populaire palestinien sur le devant de la scène internationale.

Intensifiez la campagne de sanctions et de boycott contre l'Apartheid.

Chaque pouce de mur doit tomber.

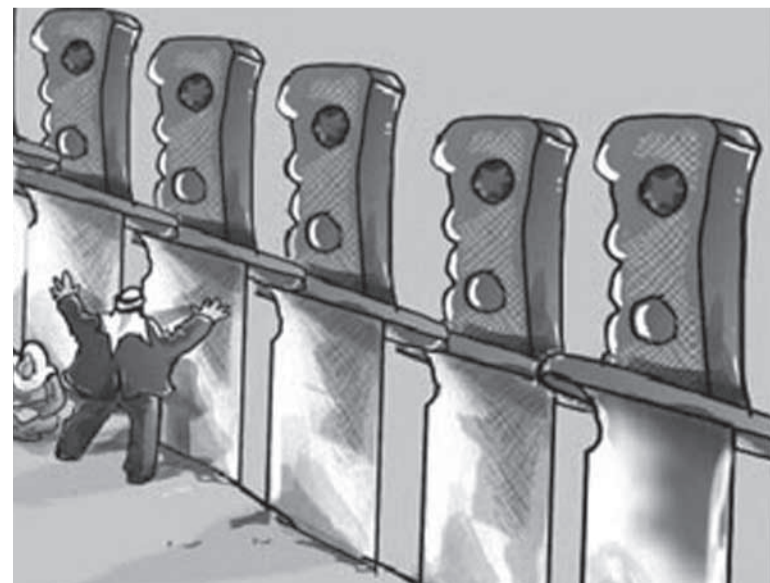
Des dédommagements doivent être versés. La terre volée doit être rendue.

Haussez le ton ! Sortez dans la rue !

Non à l'Apartheid !

Non au mur !

Non à l'occupation !





C'est parti ! Le troisième Forum Social Européen se déroule à Londres du 15 au 17 octobre prochains. Après les succès des FSE de Florence et de Paris, tous ceux qui, de près ou de loin, se sont impliqués dans les mobilisations de ces derniers mois vont se retrouver pendant 3 jours : ce sera l'occasion d'échanger sur les expériences de mobilisation, de confronter différents points de vue, de débattre sur des sujets divers et aussi de préparer les prochaines étapes des mobilisations contre la mondialisation marchande et guerrière. La manifestation du 17 octobre sera l'occasion de montrer notre nombre et notre détermination.

Le contexte dans lequel se déroule ce FSE est un contexte particulier. La situation internationale reste polarisée par la situation en Irak et par les difficultés rencontrées par les forces d'occupation. Malgré la brutalité des soldats états-uniens et de leurs alliés, malgré la mise en place d'un gouvernement au service des États-Unis, la population irakienne s'est soulevée et la guérilla pose de plus en plus de problèmes aux armées d'occupation. Deux semaines avant les élections aux États-Unis, il est particulièrement important que le FSE de Londres fasse entendre une voix

puissante pour s'opposer à la guerre sans limite. De plus, il y a un enjeu important à ce que Tony Blair soit encore un peu plus déstabilisé qu'il ne l'est actuellement.

Les mobilisations en Allemagne, face à la réforme de l'assurance-chômage, démontrent que la contestation des réformes antisociales ne faiblit pas à l'échelle européenne. Après les journées de grève générale en Italie et dans l'État espagnol, le mouvement de mai-juin en France, les mobilisations étudiantes à travers toute l'Europe, les chômeurs allemands sont aujourd'hui à l'avant-poste de la contestation de l'offensive contre les acquis des travailleurs et des jeunes. Il est important que les secteurs les plus en pointe de la mobilisation puissent trouver toute leur place dans le FSE afin d'entraîner derrière eux tous les autres.

Car en effet le FSE n'aurait pas d'utilité s'il n'était pas un point d'appui pour les luttes en cours et s'il ne servait pas à construire les prochaines mobilisations. Cela implique, dès notre retour, de mettre à profit l'expérience du FSE pour renverser le rapport de forces contre les classes dominantes. Cela signifie aussi que le FSE doit être à l'initiative de dates de mobilisations internationales, éléments décisifs

pour construire une riposte d'ensemble à une offensive coordonnée entre les différentes bourgeoisies européennes. Le FSE de Florence, en lançant l'appel à la manif mondiale anti-guerre du 15 février, avait pesé dans ce sens.

Enfin il conviendra, pendant et après ce FSE, de discuter en profondeur de cet « autre monde possible » dont il est question depuis des années. Non pas construire dans l'abstrait des modèles de société pré-réglés, mais échanger sur les principes qui pourraient guider cet autre monde que nous voulons construire. Discuter aussi des moyens pour y parvenir, en posant toutes les questions, y compris les questions qui ne font pas consensus dans le mouvement : Quel rapport aux institutions internationales ? L'Europe est-elle un point d'appui face aux États-Unis ? Pense-t-on pouvoir changer le monde sans prendre le pouvoir ? Le système capitaliste est-il aménageable ? C'est aussi en avançant sur l'ensemble de ces questions que nous nous donnerons réellement les moyens d'en finir avec ce système qui génère toujours plus de misère, de racisme et de guerres.

Amélie, [Tolbiac]



Contre l'Europe du capital et de la guerre

La construction d'institutions européennes et l'adoption d'une politique économique commune n'est pas une question secondaire pour la classe dirigeante. Le projet de renforcement des relations économiques et politiques entre les grandes puissances européennes date de la fin de la deuxième guerre mondiale.

L'Europe capitaliste

Les USA veulent stabiliser leurs alliés en Europe pour faire face à l'URSS, tout en s'assurant un contrôle sur eux. C'est dans ce cadre qu'ils lancent le plan Marshall et qu'ils favorisent une première coopération européenne économique au niveau de l'acier et du charbon (la CECA). Cette coopération économique s'est peu à peu renforcée mais elle s'est réellement accélérée depuis le tournant de la fin des années 80-début années 90 et le début des réformes antisociales violentes avec Thatcher et Reagan et la chute de l'URSS : le projet de monnaie unique est enclenché et avec le traité de Maastricht, les pays membres adoptent des critères de convergences économiques. Le budget des différents États ne doit être que très peu déficitaire (moins de 3 % du PIB). Il n'y a pas trente-six façons de le faire : il faut couper dans les budgets sociaux et c'est pour cela que les attaques contre les attaques des travailleurs sont analogues dans toute l'Europe et s'accroissent de plus en plus.

Les résistances aussi sont européennes

Les travailleurs et les peuples d'Europe n'ont pas fait que subir ces offensives. Depuis les grèves de 1995 en France, des luttes ouvrières d'ampleur ont eu lieu en Europe, avec une conscience en leur sein que les classes dirigeantes coordonnent leurs attaques au niveau européen. Les dernières en date se sont déroulées en Allemagne (voir page 4) et aux Pays-Bas : le 2 octobre des travailleurs sont analogues dans toute l'Europe et s'accroissent de plus en plus.

À quoi sert l'« Europe » ?

On a assisté à un changement de fonction de la construction européenne : au départ, il s'agissait de sauver l'Europe capitaliste tout en maintenant une tutelle américaine. Puis cela s'est changé en une arme d'agression directe contre les travailleurs mais également un moyen de prendre une certaine indépendance par rapport aux USA

L'Europe de la guerre

Aujourd'hui, les classes dirigeantes euro-

peennes, au premier rang France et Allemagne, sont en train de consolider une alliance visant à concurrencer les USA et absolument pas à faire valoir un « modèle » de développement plus humain. Le projet de mise sur pied d'une armée européenne importante ; l'augmentation des budgets militaires ; la reprise du concept de « guerre préventive », l'augmentation du nombre d'interventions à l'étranger sont autant de preuves que les bourgeoisies européennes essaient de construire une stratégie commune en matière de défense. Mais l'« axe de la paix » (avec Chirac, Schröder et... Poutine), qui soi-disant s'était opposé à l'intervention en Irak, soutient l'occupation de l'Irak et veut lui aussi participer à la recolonisation du monde. Mais une recolonisation « à l'européenne »...

L'État n'est pas neutre

Deuxièmement, l'État n'est pas « neutre », c'est un appareil destiné à préserver la société capitaliste, notamment grâce au monopole de la violence. La machine étatique est une vaste structure qui comporte de multiples branches (police, armée, justice, service public, etc.). Qui sont à la tête de ces institutions ? Ceux qui dirigent l'armée par exemple sont les généraux. En théorie, ils sont responsables devant un gouvernement élu. Mais les soldats n'étant pas formés à obéir à des politiciens, si les généraux décident de donner des ordres contraires à ceux du gouvernement celui-ci ne peut que tenter de les raisonner. En France, ils ont presque toujours trouvé utile de suivre ce que leur suggéraient les gouvernements. Mais si la classe dirigeante est réellement menacée, les généraux sont capables d'enclencher leur puissante machine de guerre

Xavier, [Nanterre]

Peut-on réformer le capitalisme ?

La plupart des gens remettant en cause le système capitaliste pensent qu'il est possible de changer la société en la réformant graduellement. Pourtant, on peut dégager trois principales raisons pour lesquelles le réformisme ne peut être qu'une impasse.

Vous avez dit « démocratie » ?

Premièrement, même si une majorité de gauche au parlement introduit des mesures favorables aux travailleurs, la classe dirigeante conserve le pouvoir économique réel en gardant la possession des moyens de production. Elle peut l'utiliser pour fermer des secteurs entiers de l'industrie, créer du chômage, provoquer l'inflation par la spéculation boursière, déplacer l'argent à l'étranger, etc. En 1982 par exemple, le gouvernement Mitterrand, qui était pourtant loin d'être radical, fut forcé d'abandonner des mesures favorables aux travailleurs lorsqu'il dut faire face aux fuites de capitaux organisées par le patronat. Entre 1970 et 1973 au Chili, sous le gouvernement socialiste d'Allende, des grèves patronales paralysèrent plusieurs secteurs industriels, la hausse des prix par la spéculation et le contrôle des stocks par les milieux d'affaires asphyxièrent l'économie, obligeant la population à faire la queue pour se nourrir.

Améliorer l'État ?

Si un gouvernement de gauche radicale était élu, il devrait faire face à un sabotage massif de l'économie, de la part du patronat, comme des rouages mêmes de l'État. S'il essayait d'y répondre en employant des moyens constitutionnels, il se retrouverait les mains liées. Le Sénat refuserait de ratifier les lois proposées et reporterait leur vote au maximum. Les juges n'en donneraient une interprétation qui en réduirait la portée. Les hauts fonctionnaires, les généraux et les chefs de police justifieraient leur inaction par les décisions des juges et du Sénat. Tous seraient soutenus par les médias qui fustigeraient le gouvernement en propageant l'idée qu'il se comporte « illégalement ». Les généraux pourraient alors se préparer à renverser un gouvernement « illégal », afin de défendre les intérêts de la classe dirigeante. Ce scénario n'a rien d'un récit de science-fiction, il s'est déroulé il y a à peine plus de 2 ans dans le Venezuela de Hugo Chavez.

Tout gouvernement porteur d'un projet réformiste radical sincère élu à la tête de l'État serait donc contraint de faire un choix : abandonner ses réformes et se résigner à suivre les directives de ceux qui contrôlent l'industrie et les hautes sphères de l'État, ou se préparer au conflit généralisé, impliquant inévitablement l'utilisation de la force. Mais sur quelles forces compter pour s'attaquer au pouvoir économique des classes dirigeantes

Et après le FSE ?

Après avoir participé à des débats avec des dizaines de milliers de personnes sur la guerre sans limites et comment y mettre fin, après avoir rencontré les gens qui ont participé aux grèves et manif du lundi en Allemagne, après avoir partagé nos différentes expériences de lutte avec des gens de tous les pays d'Europe et avoir manifesté ensemble contre ceux qui nous imposent un monde avec plus de barbarie, de racisme et d'exploitation, la question va être d'organiser la résistance au quotidien.

Nous allons rentrer renforcés dans nos pays respectifs pour continuer à construire, développer, renforcer la résistance. Le FSE n'est pas juste une échéance du mouvement anti-guerre et anticapitaliste mais constitue une avancée importante dans la construction du rapport de forces contre nos clas-

ses dirigeantes. Rappelons-nous qu'au FSE de Florence 1 million de personnes avaient manifesté contre la guerre et avait donné lieu à l'appel du 15 février ou 15 millions de personnes ont manifesté à travers le monde. L'enjeu sera donc de s'appuyer sur cette avancée pour développer la confiance et développer la contre-attaque face à notre propre gouvernement.

Car nous ne pouvons nous contenter d'attendre chaque année le FSE. C'est tous les jours que la lutte s'organise !

Partout ou nous sommes, sur chaque fac nous devons trouver tous les moyens possibles pour faire passer ce que nous avons vécu à Londres et impliquer le plus d'étudiants possible dans la construction de collectifs anti-guerre : réfléchir avec tous les gens de notre fac qui sont venus à Londres

armées de l'appareil d'État si ce n'est sur les propres victimes du système, l'ensemble des travailleurs.

Le pouvoir aux opprimés !

Troisièmement, les travailleurs ne peuvent s'appuyer sur l'État pour servir leurs intérêts car les mécanismes de la démocratie parlementaire sont incompatibles avec l'activité révolutionnaire de la classe ouvrière, seule force capable de s'opposer au pouvoir des classes dirigeantes. La majorité des gens ne croira en sa capacité de prendre le contrôle de la société que lorsqu'elle le fera en pratique. Ce n'est que lorsque des millions de gens occupent leurs usines et lieux de travail que les idées du socialisme révolutionnaire deviennent soudain réalistes. Mais un tel niveau de lutte ne peut se maintenir indéfiniment si la classe dirigeante reste au pouvoir. Lorsque les grèves et les occupations commencent à vaciller, le sentiment de confiance et d'unité au sein des travailleurs s'estompe pour laisser place à la démolition.

Si un gouvernement est tenu à la gorge par des grèves massives, il proposera d'attendre trois semaines afin de résoudre la question « démocratiquement » par des élections législatives, espérant que la grève sera terminée d'ici là. La confiance des travailleurs va alors s'évanouir. Les employeurs mettront les militants sur une liste noire et la police pourra arrêter les « fauteurs de trouble ». Les médias capitalistes se remettront à marteler de propagande gouvernementale les travailleurs qui y seront plus sensibles que lorsqu'ils étaient unis dans les meetings. Aussi, lorsque l'élection aura finalement lieu, le vote ne représentera pas le point culminant de la lutte mais le plus bas niveau, après la grève. C'est par exemple dans ce but que De Gaulle utilisa les élections de 1968. Les partis réformistes et les syndicats appellèrent les travailleurs à arrêter la grève et c'est De Gaulle qui gagna les élections. Si les travailleurs s'en remettent aux élections pour espérer un changement, ils n'atteindront donc jamais le point culminant de la lutte qui seule leur permettrait de se débarrasser de la vieille classe dirigeante qui parasite la société.

Cédric, [Censier]

avec nous comment organiser une action, un débat le jour des élections aux États-Unis.

Développer les luttes contre la pluie d'attaques sociales que nous fait tomber le gouvernement et notamment les attaques sur l'éducation : le rapport Thélot, les réformes LMD-ECTS, la répression de plus en plus forte dans les lycées, la loi raciste sur le voile qui s'applique dans les lycées et commence à avoir également des répercussions dans les universités.

À nous de nous organiser pour que le FSE serve de point d'appui pour la construction de toutes les luttes !

Marie, [Censier]

Agir maintenant pour imposer une autre société, plus juste, plus équitable et plus démocratique

Le début du 21ème siècle est bien parti pour ressembler au début du siècle précédent, voire la fin du 19ème siècle. Un siècle composé de guerres, de misère et de haine entre les peuples. Le patronat européen, à l'image du MEDEF, ainsi que la totalité des gouvernements européens sont bien décidés à massacrer le peu d'avancées sociales et démocratiques qui nous reste de l'époque des Trente Glorieuses (1945-1973), époque clairement révolue et que seuls des esprits

Un système qui marche à l'envers

Pourtant les travailleurs, qui représentent l'écrasante majorité de l'humanité, surtout dans les pays riches, n'ont jamais produit autant de richesses et n'ont jamais été aussi nombreux.



Nous sommes capables de produire dans le monde autant de nourriture pour satisfaire les besoins alimentaires de 2 fois la population mondiale. Mais la répartition des richesses dans le système capitaliste est telle que dans les pays riches, on jette plus de la moitié de la nourriture à la poubelle, alors que dans les pays du Sud, des populations entières crèvent la dalle. Dans les grandes métropoles urbaines des pays impérialistes (Paris, Londres, New York, Tokyo...), il y a autant de logements vides qui permettraient de faire en sorte qu'il n'y ait plus un seul

SDF dans les rues de ces pays-là, mais les propriétaires de ces logements jugent qu'il est beaucoup plus rentable pour eux de transformer ces logements en bureaux d'affaires ou de les laisser vides pour miser sur la spéculation immobilière afin d'augmenter les prix.

La folie de ce système est telle que malgré les richesses qui n'ont jamais été aussi abondantes, les technologies qui n'ont jamais été aussi avancées (cela soulagerait d'ailleurs le travail des êtres humains), malgré le fait que nous soyons de plus en plus nombreux et formés pour produire ces richesses, ces dernières finissent par engraisser une couche parasitaire d'êtres humains : les bourgeois, les actionnaires et leurs familles. Ces derniers n'ont jamais été aussi peu nombreux et autant concentré dans leurs comptes bancaires autant de richesses volées aux travailleurs.

La crise économique mondiale de 1973 a entraîné le monde dans la récession, le chômage de masse chronique et la misère. Les capitalistes ont besoin de retrouver un taux de profit et de croissance équivalent à celui des Trente Glorieuses, mais ils n'y arrivent pas. Pour augmenter la part du profit, les actionnaires sont obligés de faire baisser la part du salaire tout en augmentant les prix de consommation. Le patronat a pour objectif de paupériser les travailleurs et massacrer des peuples entiers pour gagner toujours plus de profits, mais comme les gens achètent moins vu qu'ils sont plus pau-

vres, les patrons investissent dans les seuls secteurs rentables à leurs yeux : l'industrie d'extraction et de transformation du pétrole (pour alimenter les machines), l'industrie d'armement (pour s'accaparer le pétrole) et l'industrie de la communication-média (ou l'industrie du spectacle, pour endormir les travailleurs et les empêcher de se révolter). Ce n'est pas un hasard si on retrouve toujours les cinq ou six mêmes multinationales françaises dans ces secteurs pourtant forts différents (Total-Elf-Fina, Lagardère, Bouygues, Dassault, Thalès, De Wendel dont le PDG n'est autre que le président du MEDEF, Ernest-Antoine Seillère...)

S'organiser pour le renverser !

Il y a 5 ans, la plupart des pays européens étaient dirigés par des sociaux-démocrates alliés aux Verts ou aux (ex-) PC. La politique sociale-libérale au seul profit des actionnaires qu'ont menée ces gouvernements a fait que les gens ne font plus la différence entre la gauche et la droite et que l'extrême-droite progresse partout en Europe. Les sociaux-démocrates ont pour seul programme de gérer de manière réaliste le système, donc de gérer la misère au profit des actionnaires. D'autres réformistes, comme les anti-libéraux, proposent de revenir à l'Etat-providence des Trente Glorieuses car selon eux, un capitalisme à visage humain est possible pour résoudre la crise économique. Mais si ça n'a pas marché en 1981, pourquoi ça marcherait aujourd'hui ?

Ramona, [Sorbonne]

Lycée Paul Robert (93)

Rentrée sous le signe de la répression

Lors de la rentrée, une nouvelle administration a annoncé aux élèves que, désormais, il était interdit de porter des vêtements découvrant les nombrils, et décolletés plongeant. Pour l'exemple, elle a humilié quelques élèves, leur ordonnant de baisser leurs débardeurs en plein cours, ou d'expliquer aux autres élèves les nouvelles lois etc. Au lycée Paul Robert, ce n'est pas la première fois qu'on empiète sur nos droits: il y a un an, déjà, on nous avait interdit l'accès au parvis, prenant comme prétexte une bagarre, qui nécessitait de nous enfermer dans le lycée, pour notre « sécurité ». Entretiens, au niveau national cette fois-ci, le port du foulard a été interdit sur les bancs du lycée, suscitant un débat houleux. Au cours de celui-ci, on a pu entendre diverses propositions: empêcher le port de signes politiques au lycée, interdire le string etc. etc. tout cela pour nous « protéger » contre les « manipulations », ou pour nous « libérer » de contraintes qui pèseraient sur nous (string, voile), de très louables intentions donc. Qu'on aurait pu croire sincères, si, justement, elles ne s'enchaînaient pas de cette sorte.

En effet, elles sont le produit d'une logi-

Sur les facs, comme dans les lycées : Tous ensemble pour lutter !

Cette année, 80% des facs sont passées au LMD. Et l'application est pire que ce qu'on pouvait écrire l'année passée. À Limoges, les licences d'histoire et de géo ne préparent qu'aux CAPES, pas question de faire de la recherche, ou de passer l'agreg... À Paris 6, l'administration a voulu virer les redoublants de maîtrise, profitant que le LMD introduise de la sélection entre la licence et la maîtrise.

La politique des facs et de l'état : gérer la misère...

En plus, il n'y a pas assez de moyen pour les facs. À Tolbiac, les TD sont surchargés et on est obligé de s'inscrire en contrôle terminal (quand on arrive à s'inscrire !). Le ministère veut fermer l'IUFM de Chartres. La volonté est de faire qu'il y ait de moins en moins d'étudiant. Le système n'a pas besoin d'autant d'étudiant. Ce qu'il lui fait c'est des « employés et ouvriers non qualifiés. »

... Et taper sur les plus faibles.

Les facs parisiennes refusent d'inscrire des centaines d'étudiants (le plus souvent étrangers). Les caméras se multiplient sur les facs et que les contestataires soient condamnés. À Nanterre, 4 de nos camarades ont pris 2 mois d'exclusions avec sursis l'année dernière. Et ça va se généraliser à toutes les facs.

Nous devons nous unir pour lutter !

Si nous restons seuls dans notre

que bien particulière: réduire la marge de liberté qu'ont les jeunes au lycée, les faire rentrer dans le moule du futur salarié, propre sur lui, sans aucune volonté de résister. Cela participe aussi à affaiblir les mouvements lycéens qui ont pu se dérouler l'année dernière. C'est une décision qui même si elle n'a pas l'air si grave, est révélatrice de l'état d'esprit actuel: après la défaite de mai juin 2003, le gouvernement et ses « outils » (l'école, les médias) mettent en place un matraquage permanent, un contrôle sans cesse renforcé sur nos libertés individuelles et collectives.

Aujourd'hui, le seul moyen de mener la lutte contre ces attaques, c'est que les élèves s'organisent, en faisant des réunions pour décider, ensemble, des actions à mener contre les administrations. Pour réussir à les faire reculer, il qu'on soit unis dans les lycées, que les différents lycées soient en relation les uns avec les autres et que dès les prochaines attaques, nous soyons solidaires pour conserver, retrouver et même gagner de nouveaux acquis pour ceux qui suivent.

Elsa, [93]

coin, on va s'en prendre plein la gueule. Nous avons une force : notre nombre. L'administration ou les flics ne peuvent rien faire si nous frappons tous ensemble au même moment. Nous devons nous unir pour nous battre contre le LMD, contre l'augmentation du coût de la vie et contre les politiques racistes. Cela veut dire lutter contre la logique même du système.

Le premier endroit pour l'unité c'est le syndicat. C'est là que nous pouvons élaborer les luttes concrètes à mener. Dès que c'est possible, Nous devons convoquer des Assemblées Générales avec le plus d'étudiants possibles sur nos conditions de vie et d'études. Ces AG doivent permettre l'expression de tous. Les AG doivent être souveraines pour décider de l'issue de la lutte.

Le vrai problème c'est le système. La solution : la révolution !

Notre rôle est d'être à l'initiative des luttes concrètes et de les emmener le plus loin possible, en expliquant que c'est le système qui crée la misère et la répression. Donc, il faut lutter pour améliorer nos conditions de vie et d'étude. Mais pour une victoire, c'est contre le capitalisme qu'il faut se battre.

Raphaël, [Jussieu] et Laure, [Nanterre].

Lycées : de Thélot à Chavagnes

La dernière de l'émission de M6 « Le pensionnat de Chavagnes » a été l'occasion d'un débat, digne de ceux organisés l'année dernière dans les lycées. Mêmes intervenants soi-disant représentatifs, mêmes réponses d'un député UMP qui place le « retour de l'autorité à l'école » comme une priorité, tandis que le député PS lui rétorque que... l'autorité existe déjà à l'école, donc pas de problème !

Une différence tout de même entre les deux débats : celui qui avait eu lieu l'année dernière a inspiré le rapport Thélot. Celui-ci qui prévoit une école centrée sur les connaissances de base (calcul mental, lecture et écriture, langue vivante, éducation civique), afin que les futurs travailleurs n'en sachent pas trop et soient justes capables de répondre aux exigences de l'entreprise, tout en courbant l'échine. Le débat de M6, en revanche, a eu lieu après une grande démonstration : l'école des « années 50 », c'est bien mieux que ce qui existe aujourd'hui. Cette école, c'est celle d'une France à peine remise du pétainisme, autoritariste, moralisatrice, voulant uniformiser la jeunesse, la formater, la briser.

Le député UMP présent sur le plateau du pensionnat ne s'y est pas trompé : il ne saurait être question de revenir aux années 50 en matière d'enseignement... Mais tout de même, il y a des choses à prendre. Ces choses-là, elles sont déjà reprises : souvenons-nous que depuis maintenant deux ans, l'outrage aux professeurs est passible de prison, les centres de rétention pour mineurs sont ouverts, on peut aller en prison à partir de 13 ans. Seules manquent

les maisons de redressement, mais certains ne seraient pas contre. Nous voyons autour de nous que, de plus en plus, les lycées fonctionnent comme des prisons, avec contrôles des tenues, des allés et venues, des activités des élèves.

Les lycées reprennent en fait leur fonction première, celle pour laquelle la République et la bourgeoisie les ont créés : reproduire les classes sociales, former la future main-d'œuvre d'une part, les futurs patrons d'autre part. Dans les années 50, cela était parfaitement assumé. On apprenait des rôles à l'école. Celui de bon français qui chante la Marseillaise sans faire de fautes. Celui du bon père de famille qui apprend la menuiserie et de la bonne mère au foyer qui apprend la cuisine. Et de fait, quand on voit comment les élèves sont orientés aujourd'hui, notamment en filières professionnelles, il y a bien des filières sexuées, il y a bien des quotas d'orientation, selon les besoins des entreprises.

Le rapport Thélot qui prévoit plus de concertation entre les lycées et les entreprises locales, qui propose plus de cours de morale civique que d'histoire, qui préconise plus d'autorité et de sanctions ne fait qu'officialiser une tendance déjà existante. Pour que les élèves acceptent que leur avenir soit ainsi



définitivement bradé, il faut commencer par leur faire comprendre que les décisions, ils les prendront lorsqu'ils seront des bons citoyens qu'on consulte tous les cinq ans, pas avant. Et forcément, si l'on accepte de s'habiller comme l'exige le proviseur, de parler comme le demande le ministre et de fermer sa gueule comme le veut la bourgeoisie, alors il sera plus difficile d'organiser une assemblée générale dans la cour et de créer un mouvement de grève contre le gouvernement.

Pourtant, contre Fillon, Thélot, Monsieur Navaron et Seillière, la seule solution c'est bien de s'organiser pour agir !

JB, [Nanterre]

Des moyens pour étudier, pas pour les flics et l'armée !

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, la rentrée sur les lycées ne s'est pas bien passée. À vrai dire on s'y attendait, étant donné la politique du gouvernement Raffarin en matière d'éducation : moyens insuffisants et postes supprimés.

Le gouvernement veut faire des économies sur notre dos

Dans l'enseignement secondaire (collèges et lycées), ce sont 30000 adultes en moins au total en 3 ans (dont 4500 profs). Dans de nombreux lycées, des options ont été supprimées, des classes fermées et dans les années qui viennent, ce sont des lycées entiers qui risquent de disparaître. Dans de plus en plus de lycées, le nombre d'élèves par classe monte à 35. Du coup, faut pas s'étonner que de nombreux lycéens n'arrivent pas à suivre et se retrouvent en situation d'échec scolaire ! La réponse donnée à ça, c'est le développement des cours privés payant.

Mais seuls les élèves issus des classes favorisées peuvent se permettre de se payer des cours à 15 euros de l'heure, voir plus. Au lieu de créer des postes pour qu'il ne puisse pas y avoir plus de 25 élèves par classe, le gouvernement nous propose encore plus de sélection sociale ! Les sup-

pressions d'options aboutissent à cette même logique : il va y avoir une séparation encore plus nette entre les lycées riches où existeront toujours pas mal d'options, et les lycées pauvres. Dans les écoles maternelles et primaires, cela ne va pas mieux : dans la seule académie de Lille, ce sont plus de 1000 emplois qui ont disparu en deux ans !

Quant aux annonces concernant le budget et le recrutement de profs et d'enseignants, ce n'est pas très rassurant. 1000 postes d'enseignants vont être créés pour les écoles maternelles. On annonce l'arrivée de plus de 50000 nouveaux élèves l'année prochaine ! ce qui fait un enseignant pour 50 élèves... Et pourtant de l'argent il y en a. Dans son budget, Sarkozy a prévu de consacrer 120 millions d'euros par jour pour l'armée : des dizaines de tanks vont être achetés ainsi qu'un nouveau sous-marin... Comme si c'est de ça dont on avait besoin !

Mobilisons-nous !

Heureusement depuis la rentrée de nombreux lycéens et parents d'élèves se mobilisent. Malgré l'absence de volonté de la part des syndicats de mobiliser, des grèves s'organisent dans des lycées comme en banlieue parisienne (Montreuil, Kremlin-Bicêtre), à



Montpellier ou dans le Nord (Bruay). Dans plusieurs écoles maternelles et primaires des parents d'élèves et enseignants se mobilisent pour demander des ouvertures de classes (on atteint parfois cinquante élèves par classe en primaire !)...

Tous ceux qui se mobilisent en ce moment ont raison. En effet étudier dans de bonnes conditions est un droit, et si le gouvernement nous refuse ce droit, à nous de lui faire comprendre qu'on ne se laissera pas faire. C'est toutes et tous ensemble qu'il faut aujourd'hui se battre pour dire au gouvernement qu'il ne nous fera pas taire et qu'on se battra pour défendre le droit à étudier dans de bonnes conditions pour tous !

Amélie, [Tolbiac] et Laure, [Nanterre]

Non à l'Union Sacrée !

Otages de l'impérialisme !

Cela fait maintenant plus de 50 jours qu'on nous rebat les oreilles avec les pauvres journalistes français détenus par les terroristes irakiens fous d'Allah. Pas un jour ne se passe sans que l'ensemble de la presse française, de 20 minutes au Monde en passant par Libération et l'Humanité, n'essaie, par des articles vides de politique mais pas de nationalisme, de nous rappeler que « tant qu'ils sont otages, nous le sommes aussi ».

Bien sûr nous ne pensons pas que la prise de journalistes en otages ne soit un moyen efficace de lutter contre l'occupation de l'Irak, pas plus que nous ne soutenons les exécutions. Mais les médias français, même « de gauche », ne posent évidemment pas les questions intéressantes.

Tout d'abord, qui sont les vrais responsables de cette situation, sinon les puissances occidentales et leurs politiques impérialistes, dont la France qui cautionne l'occupation de l'Irak officiellement depuis juin 2004 ? Dehors les troupes d'occupation !

Otages blancs, pas musulmans ?

Et que de bruit pour ces journalistes français, quand on voit le peu de préoccupation

suscitée par la mort d'un journaliste palestinien !... En France, on entend parler des otages seulement s'ils sont italiens, anglais, états-uniens ou français. Bref, s'ils sont bien blancs... La vie des Européens et des Nord-Américains vaut assurément plus que celles des Arabes et autres populations mêlées par leur origine, couleur de peau ou religion au camp du Mal. C'est déjà ce qui s'était passé après le 11 septembre : les victimes du World Trade Center étaient sacrées, les victimes afghanes des bombardements étaient des « dégâts collatéraux ».

Tous derrière Chirac, pas dans la rue ?

Cette affaire des journalistes prisonniers a bien arrangé le gouvernement Chirac sur au moins deux points : en premier lieu, puisque la première revendication connue des preneurs d'otages était l'abrogation de la loi sur le voile, cela a considérablement réduit les contestations intérieures de cette loi. Peu de mobilisations ont eu lieu, car peu de gens souhaitent être assimilés à des « terroristes fous » ; ce qui a permis aux médias de parler d'une rentrée scolaire sans souci. Sans souci... pour qui ? En second lieu, cela a renforcé le climat raciste. Et le gouvernement de matraquer : interdiction pour les mères

d'élèves voilées d'accompagner une sortie scolaire, de nombreuses jeunes filles voilées privées de cours (en attendant leur exclusion, après avoir dialogué bien sûr !) sans compter la passivité face au meurtre raciste d'un pompiste maghrébin en Corse. Et cette situation se banalise d'autant plus qu'aucune perspective politique n'est donnée à ceux qui subissent le racisme que de s'appuyer sur le gouvernement de la République pour se défendre.

Tous dans la rue le 7 novembre !

Mais pour la première fois depuis très longtemps, une manifestation unitaire est prévue contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations le 7 novembre. L'occasion pour nous de crier notre soif d'égalité et de dénoncer le pseudo-consensus autour de la République et de la lutte contre le « terrorisme islamiste » qui masque les véritables responsables de la montée du climat raciste : les politiques de gauche comme de droite qui ont voulu diviser les opprimés entre eux pour les affaiblir devant leurs ennemis communs, les patrons.

Sofiane, [Jussieu]

Interview d'une militante anti-guerre

Dalila, 24 ans, étudiante en Lettres à Censier (Paris 3), membre d'ACG (Agir Contre la Guerre) et de l'EMF (Étudiants Musulmans de France).

On s'est connus dans ACG, qu'est-ce qui t'a donné envie de devenir militante anti-guerre ?

Quand on voit la situation en Amérique Latine, en Irak, en Afrique, il se passe des choses graves. Tout est emboîté. Il y a des musulmans plus opprimés que moi en Irak et en Palestine par exemple. Ils y en a aussi des bien moins opprimés et même des oppresseurs, il y a des pourris finis. Mais aujourd'hui, avec la guerre contre le terrorisme, ils justifient tout ce qu'ils veulent face aux musulmans et ils s'attaquent aux plus démunis. Si tu résistes, tu es terroriste. On nous parle de guerre de religion, de Jihad et tout ça mais, le Jihad, en Islam, ce n'est rien d'autre que le devoir de résistance aux forces négatives. Ce n'est pas juste en Islam qu'on dit cela, il y a pleins de gens qui résistent aujourd'hui et qui ne sont pas musulmans ! Face aux mitraillettes, il faut des mitraillettes, pas des pierres, on ne peut pas condamner la résistance des populations et on doit résister partout pour les aider et pour nous défendre aussi contre les attaques chez nous.

Avant cela, tu étais membre de l'EMF. Qu'est-ce qui t'avait convaincu de rejoindre l'EMF ?

J'ai rejoint l'EMF parce que je voulais m'organiser. Lors d'une conférence avec Vincent Geisser sur l'islamophobie j'ai rencontré des étudiants et je les ai harcelés au téléphone alors que je ne savais même pas ce que c'était que l'EMF (je ne savais même pas que le jeune homme avec qui j'avais parlé était musulman). J'ai participé à un cercle de réflexion avec eux et j'ai adhéré en jan-

vier 2004.

Qu'est-ce que tu penses de la politique du gouvernement en France aujourd'hui ?

Sarkozy se prend pour un cheikh avec ses exégèses, il rentre même dans l'argumentaire théologique pour essayer de démontrer que l'Islam serait le pire ennemi des femmes. Comme si l'émancipation des femmes passait par la minijupe ! Quand j'étais serveuse, je me suis sentie avilie, on voulait que je mette du rouge à lèvres et qu'on voit mes jambes... La femme en France est vraiment traitée comme un objet vulgaire. L'émancipation c'est pouvoir faire ce que tu veux : aller bosser, aller voter, faire tes courses, étudier, être citoyenne. Il faut se battre contre l'injustice, les inégalités sociales et l'exploitation. Il y a des gens très riches et encore des famines... Et le gouvernement semble plutôt aller dans un mauvais sens par rapport à cela.

Qu'est-ce que tu penses de la rentrée 2004 dans l'école de la République ?

Pas mal de filles ont enlevé leur foulard, j'admire leur courage, moi je n'aurai pas eu la force de l'enlever. L'éducation et le savoir, sacré comme profane, ont une place très importante dans l'Islam, cette loi est injuste, elle retire aux musulmans le droit d'étudier comme tout le monde. Elle a été faite pour nous, les femmes voilées, sous prétexte de nous protéger alors qu'elle nous exclut d'un espace où l'on développe la réflexion. Même s'il n'y avait plus qu'un cas en France de fille qui voulait garder le hijab, il faudrait se mobiliser. Il faut le droit à l'éducation pour tous et toutes.

Je suis dégoûtée de cette polémique à propos des musulmans, en France et partout d'ailleurs, quand on voit que Tariq Ramadan est interdit d'entrer sur le territoire américain, comme Cat Stevens (!), sous le seul prétexte qu'ils sont musulmans... Les vrais problèmes sont cachés par cette attitude : les SDF, la drogue, les problèmes des jeunes, le chômage, la précarité.

Quand tu marches dans la rue en hijab, certaines personnes ne voient que lui. J'ai vécu à 6 dans un 2 pièces pendant plus de 20 ans, quand j'ai été voir une association pour m'aider à trouver une solution, l'assistante sociale m'a conseillé d'aller voir un psychiatre ! On est des êtres humains quand même, pas juste un voile ! Une fois, on m'a traitée d'Iranienne, merci pour elles, déjà, et puis, pourquoi cette haine, on n'est pas sous un régime islamique ici !

On nous a tous demandé de prendre position par rapport aux otages français en Irak, c'est n'importe quoi, j'ai pas à être complexée ni à me justifier d'être musulmane, est-ce qu'on demande au pape de dire une messe contre Bush et Poutine ?

Tu viens au FSE ?

Oui, je fais partie de la commission communication pour préparer le FSE. Ce FSE, il est fondamental, surtout la grande manif qui va passer devant chez Blair, on va tous débattre et réfléchir ensemble pour changer un peu la donne, c'est indispensable d'y être.

Propos recueillis par Sarah, [Saint-Denis]

NDLR : Les propos recueillis dans cette interview n'engagent que Dalila...

Projet de Constitution Mettons leur Europe libérale en crise !

Présenté au départ comme une aspiration à développer des valeurs sociales, humanistes et démocratiques, le projet européen n'a été finalement qu'une progressive formation d'un espace de libre-échange créé avec la complicité des États.

Dès le départ, les États européens ont mis comme valeur fondamentale, l'économie, la finance et la politique agricole.

L'acte unique de 1986, suivis des traités de Maastricht et Amsterdam consacrant définitivement l'hégémonie de l'économie sur toute la société. Le marché avant, soi disant, nous assurer la paix, la prospérité et la satisfaction des besoins de la population.

Mais cette Europe, avec ses 50 millions de chômeurs, son modèle productiviste, sa régression sociale, sa faillite économique, sa domination sur le sud, sa fracture écologiste et son aventurisme guerrier ne convainquent personne.

Avec le projet de Constitution Européenne, élaborée sous la conduite de V. Giscard d'Estaing, la caste de nos dirigeants veut constitutionnaliser le libéralisme comme doctrine officielle de l'UE. Il consacre la concurrence comme fondement du droit communautaire et de toutes les activités humaines et ne tient aucun compte des objectifs de l'éco-développement. Il accorde un rôle à l'OTAN sur les politiques étrangères et de défense européenne ce qui pousse à une militarisation de l'Union.

Enfin, il maintient le social dans le statut de pièce rapportée d'une constitution européenne fondée sur le primat du marché et acte de fait le démantèlement déjà programmé de nos services publics (hier EDF et France Télécom, demain La Poste ou l'éducation nationale par exemple).

Nous ne sommes pas opposés à l'Europe, nous luttons au contraire pour une autre Europe...

Le projet révolutionnaire porte l'espoir d'une Europe sans chômage ni précarité, dotée d'une agriculture paysanne qui assure la souveraineté alimentaire, préserve les emplois, l'environnement et la qualité de l'alimentation, d'une Europe ouverte sur le monde qui permette à chacun d'y circuler librement, qui reconnait la citoyenneté de résidence à tous les étrangers y habitant et qui respecte le droit d'asile. D'une Europe qui mettrait en œuvre une égalité réelle entre les hommes et les femmes, qui promeut la diversité culturelle et le droit des peuples à l'autodétermination, c'est-à-dire à décider de leur futur de façon démocratique. Nous luttons enfin pour une Europe qui refuse la guerre, favorise la solidarité internationale et un développement écologiquement durable. Nous nous battons pour que les droits des êtres humains, les droits sociaux, économiques, politiques, culturels et écologiques l'emportent sur le droit de la concurrence, la logique du profit et l'asservissement par la dette des pays du Sud.



« Qui la veut, ma belle Constitution ? »

Pour cela, il nous faut un autre processus, au service des peuples d'Europe, basé sur la démocratie, la paix, les droits sociaux, les services publics et la propriété collective. Pas d'institutions européennes qui ne soient pas l'expression de la souveraineté populaire !

Il nous faut aussi l'ouverture des frontières, la libre circulation et la libre installation pour tous les immigrés à droits égaux, l'arrêt des politiques de criminalisation des immigrés et le respect du droit d'asile ainsi que l'obtention d'une citoyenneté de résidence pour les résidents permanents « extra-communautaires », soit près de 12 millions de personnes en Europe.

Il nous faut également exiger l'arrêt de toutes les libéralisations et déréglementation des services publics, la création d'euro services publics renouvelés, modernisés et placés sous le contrôle des citoyens. Enfin l'exclusion des services publics de toute logique marchande et de toute négociation commerciale. Il faut reconnaître ces services comme bien public indispensable pour satisfaire les besoins fondamentaux des populations.

Le prochain Forum social Européen qui aura lieu à Londres du 14 au 17 octobre 2004 sera l'occasion de nous rassembler pour lancer une offensive globale contre ce projet dangereux pour notre avenir. Nous devons donc oser la crise que pourrait provoquer une victoire du « non » pour qu'une autre Europe, socialiste soit possible.

Mais, dans notre campagne pour le « non » au projet de Constitution, nous ne confondrons pas notre voix avec ceux qui s'opposent aujourd'hui à la Constitution européenne pour des motifs souverainistes, nationalistes (Chevènement, Villiers, Le Pen) ou par calcul politique comme Fabius dont la fidélité au néolibéralisme n'est plus à démontrer. C'est un non anticapitaliste qui doit se faire entendre et c'est dans ce sens que nous agissons.

Tous ensemble, rejetons cette Constitution élitiste et ultralibérale.

Votons et faisons voter NON !!

Alex, [Marseille]

Les Tchétchènes : un peuple massacré dans l'indifférence



La récente prise d'otages de l'école de Beslan, qui s'est terminée dans un bain de sang suite à l'assaut des forces russes, a rappelé à tous ceux qui l'avaient oublié que la situation en Tchétchénie, même si elle ne fait pas la une de l'actualité comme l'Iraq ou la Palestine, est loin d'être « normalisée », contrairement à ce qu'affirme le pouvoir russe. Le conflit en Tchétchénie reste méconnu alors qu'il est aujourd'hui un des exemples les plus frappants de la barbarie qui règne dans le système capitaliste mondialisé.

Des Siècles de lutte

Les Tchétchènes sont un peuple appartenant au groupe des Nord-Caucasiens, tout comme leurs voisins Ingouches. Ils ont dû s'affronter très tôt à la conquête russe. Au milieu du 18ème Siècle, l'Empire russe entreprend de conquérir l'ensemble du Caucase. Les « guerres du Caucase » débutent en 1818. Entre 1829 et 1859, les Tchétchènes lutteront contre les troupes russes, sous la direction de l'Imam Chamil qui a réussi à unifier les Tchétchènes et leurs voisins daghestanais contre la colonisation russe. Chamil se rend en 1859 et la Tchétchénie est annexée à la Russie impériale.

Après la Révolution d'octobre 1917, la Tchétchénie proclame son indépendance et s'affronte aux troupes des Russes Blancs du Général Dénikine. À la fin des années 20 et au début des années 30, le pouvoir stalinien entreprend la collectivisation forcée des terres et rencontre une forte résistance de la part des Tchétchènes. La répression par les forces staliniennes sera très forte mais n'écrasera pas la rébellion tchétchène. Staline finit par concéder en 1936 la création de la République Socialiste soviétique de Tchétchénie-Ingouchie.

Déportation massive

L'invasion allemande, durant la deuxième guerre mondiale, provoque une désorganisation du pouvoir bureaucratique de l'URSS. Staline et les siens, pour reprendre en main la population de toute l'URSS, n'hésitent pas à sacrifier des peuples entiers en invoquant le prétexte de la collaboration avec les Nazis. Le 31 janvier 1944, le Comité d'État à la Défense Civile vote une résolution préconisant « la déportation de toute la population de Tchétchéno-Ingouchie au Kazakhstan et en Kirghizie ». Le 24 février, en 24 heures, ce sont environ 500000 personnes qui sont déportées dans des wagons de marchandise. On estime qu'environ 170000 périront. Le 7 mars, un décret liquide la république de Tchétchéno-Ingouchie. Les Tchétchènes ne seront autorisés à rentrer chez eux qu'en 1957.

La chute de l'URSS

La décomposition de l'URSS, amorcée dès 1989, va favoriser les tendances indépendantistes dans de nombreuses républiques soviétiques. Ces mouvements sont la plupart du temps dirigés par des anciens membres de l'appareil soviétique qui sentent que le vent est en train de tourner et qui veulent, avant l'écroulement de l'URSS, s'assurer un avenir confortable. La Tchétchéno-Ingouchie ne fera pas exception à la règle. Région

riche en pétrole et placée en plein milieu des oléoducs qui fait circuler le pétrole de la Caspienne vers l'Ouest, elle suscite bien des convoitises.

C'est un ex-Général de l'Armée Rouge, D. Doudaev qui, profitant du chaos généré à Moscou par la tentative de coup d'État du 19 août 1991, va prendre le pouvoir en Tchétchéno-Ingouchie, s'appuyant sur un clan très puissant et une partie de l'ex-appareil bureaucratique. Cela provoquera la séparation des Ingouches et la fondation de la République d'Ingouchie qui choisit de rester dans le giron du pouvoir russe. En Octobre Doudaev remporte l'élection présidentielle qu'il a organisée. En novembre il déclare l'indépendance de la Tchétchénie. Le pouvoir Russe décrète l'état d'urgence et envoie ses troupes. Elles se retirent au bout de 3 jours face à la résistance tchétchène.

Le régime de Doudaev va rapidement devenir un régime autoritaire et mafieux, ce qui va favoriser la tentative de reprise en main par Eltsine, le président russe, qui finance des groupes armés pour organiser un soulèvement pro-russe en Tchétchénie. En novembre 1994 une tentative de putsch est organisée mais échoue. Moscou décide d'alors d'envoyer 30000 hommes pour reprendre la province rebelle. C'est le début de la « première guerre de Tchétchénie ».

Première guerre de Tchétchénie

Le Ministre de la Défense russe se vantait de pouvoir reprendre la Tchétchénie « en 48 heures ». La réalité sera toute autre. Les forces russes bombardent de manière intensive la capitale Grozny pendant plus d'un mois. On estime que 400000 personnes fuient les combats et que 25000 Tchétchènes sont tués. En janvier 1995, les forces russes occupent la capitale mais les combats vont se poursuivre dans les montagnes, lieu de refuge pour une grande partie de la résistance tchétchène. La guérilla est bombardée mais les Tchétchènes tiennent.

En juillet, un cessez-le-feu est signé et des négociations sur le retrait des forces russes sont prévues. Mais 6 mois plus tard Eltsine essaie d'imposer un gouvernement pro-russe à la tête de la Tchétchénie en organisant une mascarade d'élections. La résistance tchétchène reprend les combats. Les victoires de la résistance se multiplient et la guerre est très impopulaire en Russie. Juste avant les élections présidentielles (juin 1996) Eltsine s'engage sur le retrait partiel des forces russes. Mais dès qu'il est réélu l'offensive russe reprend.

Les combattants tchétchènes vont finalement reconquérir Grozny en août. Le Général Lebed est envoyé par Eltsine pour négocier l'arrêt des combats en échange du retrait total des forces russes. La résistance tchétchène a gagné, mais le pays est dévasté. On évalue à 80000 le nombre de morts dans la population tchétchène (sur un total de moins d'un million).

Entre deux guerres

Les dernières forces russes quittent la Tchétchénie en janvier 1997. C'est un ancien chef de la résistance, Alan Maskhadov, qui est élu président de la république de

Tchétchénie lors d'un scrutin supervisé par l'OSCE. Le pays est détruit et la Russie, contrairement à ses engagements, n'aide pas à financer la reconstruction. Des réseaux mafieux et criminels se développent, l'instabilité règne.

En l'absence de perspectives politiques et d'amélioration significatives des conditions de vie de la population, le fondamentalisme musulman se développe progressivement même si au départ les groupes fondamentalistes sont plutôt rejetés par la population. Mais, dans la mesure où ils offrent de l'argent et des cadres de socialisation, notamment aux jeunes, ils vont peu à peu acquérir une influence importante.

De son côté, le pouvoir russe ne digère pas la défaite de 1996 et prépare déjà la reconquête de la Tchétchénie. Les motifs sont simples : économiques (pétrole et oléoducs) mais aussi politiques : en effet une victoire définitive des Tchétchènes pourrait inspirer d'autres peuples du Caucase et même de toute la fédération de Russie et produire un « effet domino » dont le pouvoir central de Moscou ne veut pas.

Deuxième guerre

Le développement du fondamentalisme va servir de prétexte à Moscou pour une nouvelle intervention. En août 99, un soulèvement au Daghestan voisin, dans lequel on trouve des chefs de guerre tchétchènes, va précipiter les choses. Des attentats à Moscou en septembre, attribués aux Tchétchènes (alors qu'ils portent la trace des services secrets russes, le FSB) vont être le prétexte invoqué par le nouveau premier ministre russe, Poutine, qui vient de quitter la direction du FSB, pour envahir la Tchétchénie. Les bombardements commencent le 23 septembre. Les troupes russes entrent en Tchétchénie le 1er octobre. Pour le pouvoir russe il s'agit d'une « opération anti-terroriste », Poutine fera de la guerre de Tchétchénie l'argument central de sa campagne électorale, promettant le 27 septembre d'aller « buter les terroristes jusque dans les chiottes ».

Selon un rapport de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), « La première phase de la guerre s'est traduite sur l'ensemble du territoire tchétchène par des bombardements massifs et indiscriminés dont la principale victime a été la population civile ; les convois médicaux et les hôpitaux n'ont pas été épargnés ; aucun corridor sûr de sortie n'a été offert aux civils souhaitant quitter les villes ou villages bombardés. Lorsqu'elles en ont pris possession, les troupes russes ont largement pratiqué les pillages et les extorsions de fond. Des viols et des exécutions sommaires ont eu lieu ».

Le 1er février les forces tchétchènes quittent Grozny, dévastée par les bombardements. Le 29 février la dernière ville contrôlée par la résistance tombe aux mains des Russes. Les combattants se réfugient dans les montagnes. Débute alors ce que l'on appelle communément « seconde phase » de la guerre, phase dans laquelle nous trouvons toujours aujourd'hui.

L'occupation de la Tchétchénie

Les troupes russes occupent tout le

territoire mais sont loin de le contrôler. Les opérations de la guérilla contre les forces russes sont fréquentes. Ces dernières sont déterminées à écraser la résistance Tchétchène, même si cela passe par l'écrasement de toute la population civile. Le général Kazantsev, commandant en chef des troupes russes en Tchétchénie, a déclaré officiellement au début de l'année 2000 que « seuls les enfants jusqu'à l'âge de dix ans, les hommes de plus de soixante-cinq ans et les femmes seront considérés comme des réfugiés ». Tout homme tchétchène est donc potentiellement un terroriste et traité comme tel.

C'est une terreur permanente qui est organisée contre la population tchétchène : impossibilité de circuler, escadrons de la mort qui se rendent d'un village à l'autre, humiliations, tortures, détentions arbitraires, « disparitions » de milliers de civils dont personne n'a aucune nouvelle. Tout ceci est organisé à huis clos puisque les forces russes empêchent les journalistes de rentrer et font tout ce qui est en leur pouvoir (y compris le recours à la force) pour empêcher les ONG de travailler. Car ce qui se passe au quotidien en Tchétchénie ne doit pas se savoir.

Les nettoyages

Les autorités russes procèdent à des opérations de « nettoyage » : « [ces opérations] peuvent compter jusqu'à 4000 hommes en armes qui encerclent un village, empêchant toute entrée ou sortie, même des malades et des blessés, pendant parfois plusieurs jours » (FIDH). Des arrestations arbitraires, vols, viols, massacres, sont commis pendant ces opérations de nettoyage. Quelques rares témoignages arrivent à franchir le blocus imposé par la Russie.

« Dès le premier jour du nettoyage ils ont pris 18 hommes dans la rue Nouradilova, ils les ont tous battus, l'un d'eux est un membre du conseil des anciens, Abouyazid Solsaev. Le 18 février nous avons récupéré 6 corps. On en a reconnu deux, des hommes de notre village, les autres étaient méconnaissables tellement ils étaient brûlés et torturés. On les a enterrés quand même. Leurs visages étaient complètement déformés. Peut-être que c'était des résistants (...). Les militaires ont pillé les maisons, ont volé de l'argent. (...). Ils ont pris un homme de soixante ans, parce qu'ils avaient trouvé une arme sur le toit de son voisin. Il a été retenu pendant trois jours dans une fosse, il a été frappé. (...) 40 à 50 personnes de notre village ont été libérées le 20 février. Ils étaient à peine vivants, ne pouvaient pas marcher, on les a emmenés à l'hôpital ». (Cité par l'ONG russe Mémorial).

La «normalisation»

Poutine tente de donner l'image, à l'étranger, d'une « normalisation » de la situation en Tchétchénie. Il a dénoncé le président Maskhadov comme un « terroriste » et, après le 11 septembre 2001, assuré que les Tchétchènes étaient liés à Al-Qaïda et que sa sale guerre en Tchétchénie faisait partie de la lutte internationale contre le terrorisme.



Il a installé à la tête de la Tchétchénie un pouvoir pro-russe dès janvier 2001, confié la direction des opérations au FSB et, en mars 2003, fait adopter par référendum une constitution. Le résultat (80 % de participation, 96 % de « oui ») a été dénoncé par tous les observateurs indépendants, de même que l'élection de Kadyrov, homme du Kremlin (80 % des voix), dont tous les adversaires potentiels avaient été écartés. Kadyrov a été liquidé par la résistance tchétchène en mai 2004. Un nouveau président vient d'être installé par Poutine, dans des conditions tout aussi lamentables.

Les dirigeants des grandes puissances sont complices de Poutine, allant même jusqu'à le soutenir ouvertement, comme l'ont fait Chirac et Schröder en septembre dernier. En février 2004, le chef d'État-major russe Kvachina a été fait chevalier de la Légion d'honneur par la France. La violence de la répression russe et la complicité des autres pays provoquent un désespoir grandissant dans la population tchétchène. Cela explique en grande partie les opérations spectaculaires organisées par les groupes tchétchènes, comme la prise d'otages de l'école de Beslan.

Arrêtons le génocide !

On estime à 80000 le nombre de morts depuis septembre 1999. Ajoutés aux 80000 morts de la première guerre, on arrive à des proportions variant entre 12 et 15 % de la population totale tuée en 10 ans. Sans compter les centaines de milliers de réfugiés et déplacés. Il n'est pas exagéré de parler d'un génocide.

Le peuple tchétchène est peut-être condamné à disparaître définitivement si nous n'organisons pas, notamment au travers du mouvement anti-guerre, la solidarité et la dénonciation du boucher Poutine et de tous ses alliés. Car même si l'on connaît l'adage qui dit qu'un peuple n'accepte jamais l'occupation militaire, un autre adage trotte dans la tête de Poutine : « Plus de peuple, plus de problème ».

Amélie, [Tolbiac]

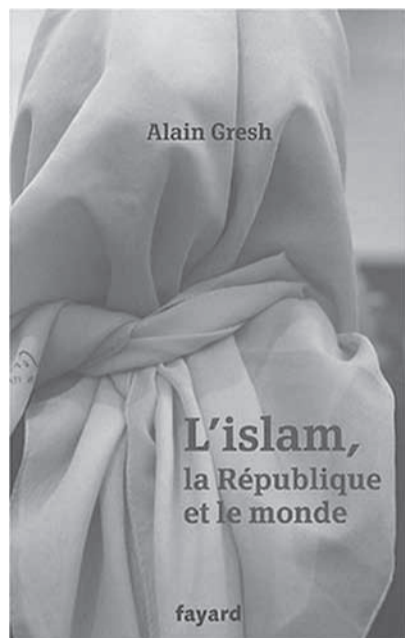
Alain Gresh: L'Islam, la république et le monde

Alain Gresh, rédacteur en chef du Monde Diplomatique, est venu présenter son dernier livre à la fac d'Aix puis à celle de Marseille. Les deux conférences-débats ont rassemblé un public nombreux et diversifié (200 et 300 personnes), dans le cadre de la préparation du prochain Forum social européen. Une quinzaine d'organisations soutenaient l'initiative dont la LCR, Agir contre la guerre, des comités d'Attac et de la LDH, des organisations étudiantes et des associations de jeunes musulman-e-s, ainsi que plusieurs radios, librairies et bars.

« Après les attentats du 11 septembre, des milliers de personnes sont allées acheter le Coran à la Fnac. Si cette démarche traduit une volonté de mieux comprendre l'Autre, elle reste enfermée dans l'idée que les racines de l'actualité internationale seraient à chercher dans des textes religieux datant de quatorze siècles, et non dans l'état de la planète aujourd'hui ». Le livre de Gresh est tout entier tourné contre la vision dominante du choc des civilisations, qui sert à justifier l'actuelle guerre sans limites de Bush et consorts. Il montre que le monde musulman n'est pas un ensemble homogène et se revendique d'une approche matérialiste de l'histoire et des sociétés: la vie quotidienne, les coutumes et même les pratiques religieuses des millions de musulman-e-s vivant au Sénégal, au Maghreb, au Moyen Orient, en Indonésie ou en France sont très diversifiées entre elles, et n'ont pas grand-chose à voir avec ce qui se passait en Arabie au temps du Prophète. De même, la vieille "civilisation judéo-chrétienne" est une invention très récente, qui surprendrait beaucoup un Juif européen du début du vingtième siècle, à l'époque où l'antisémitisme faisait partie de la morale officielle.

Partant de ce constat, Alain Gresh remet en cause tous les fantasmes sur la soi-disant incompatibilité de l'islam avec la démocratie ou le droit des femmes. Comme toute religion, l'islam peut s'interpréter de manières très différentes selon les situations. Il cite un passage significatif: « Le chef de la famille, c'est l'homme. (...) Si la femme ne porte pas le voile, qu'elle se fasse tondre. (...) L'homme, lui, ne doit pas se voiler la tête: il est l'image de la gloire de Dieu; mais la femme est la femme est la gloire de l'homme », tiré d'un discours de... Saint Paul, dans le Nouveau Testament. Pourtant, personne n'aurait l'idée de rendre tous les chrétiens responsables de ce texte, ou d'autres dans la Bible qui appellent violemment au génocide des païens.

Opposé à la loi sur le voile, il défend une laïcité ouverte sans tomber dans le piège de la pseudo-modernité contre l'obscurantisme archaïque. Il montre que la Tunisie laïque, souvent citée en exemple pour son respect des droits des femmes, n'a pas encore atteint la parité entre élèves à l'école primaire, alors



qu'en république islamique d'Iran, la moitié des étudiants sont... des étudiantes.

Alain Gresh fait donc partie de ces rares intellectuels à refuser de se soumettre aux clichés dominants, et à accepter de lutter côte à côte avec des militants musulmans. Athée depuis l'enfance, il a combattu le colonialisme français en Algérie aux côtés de curés et de pasteurs, et n'a pas de problème à débattre de la mondialisation et du racisme avec Tariq Ramadan aujourd'hui.

Enfin, la lecture de son livre pose un problème crucial pour nous aujourd'hui: celui de l'intégration et de la politique de la gauche. Les immigrés venus d'Italie, d'Espagne, de Pologne... dans la première moitié du siècle ont pu progressivement s'intégrer à la société française à travers le travail en usine, la participation au mouvement ouvrier (CGT et PC) et l'espoir d'ascension sociale. En revanche, les migrants venus du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest se heurtent à la crise et au chômage depuis les années 1970. L'identité française et républicaine qu'on leur demande d'adopter est fondée sur la négation des massacres coloniaux. Ils se sont vus fermer les portes des responsabilités syndicales et associatives, et leurs petits-enfants sont toujours considérés comme des immigrés.

Plus que la religion musulmane, ce sont les trahisons de la gauche de gouvernement qui expliquent les difficultés actuelles. À travers la lutte contre la guerre, contre le racisme et les attaques sociales, il est urgent de construire une force politique qui unisse l'ensemble des opprimé-e-s contre le système qui nous divise.

Alain Gresh, *L'Islam, la république et le monde*, 440 p., Fayard, 2004, 20 euros

Vincent, [Marseille]

Le Livre Noir du Colonialisme

« **S**ous l'angle du crime, ce livre va plus loin que tout ce qui a été écrit jusqu'à présent. D'abord, l'extermination de populations entières, tels les Caraïbes aux Antilles, les Indiens d'Amérique du Nord, les aborigènes d'Australie. Ensuite le passage de la traite au travail forcé au nom de la lutte contre l'esclavage. Ensuite les idéologies et les œuvres qui ont soutenu le dogme de la supériorité de l'homme blanc, également le sort des femmes, deux fois victimes des pratiques du conquérant... ». Marc Ferro.

Le Livre du Noir du Colonialisme est une lecture passionnante pour tous ceux qui veulent en savoir plus sur la face cachée des pays dits « civilisés » et comprendre le monde dans lequel nous vivons. Prenant le contre-pied du Livre Noir du Communisme, ce livre a pour ambition d'avoir un traitement exhaustif du phénomène colonialiste depuis Christophe Colomb jusqu'au 21ème siècle. Il nous emmène sur tous les continents et, faits et chiffres à l'appui, nous dévoile l'ampleur de la brutalité du colonialisme.

L'ouvrage est découpé en cinq parties:

1. L'extermination:

Celle des Indiens des Caraïbes, exténués dans les mines ou pour le plaisir des « découvreurs », d'Amérique du Nord où, entre les guerres, les maladies et les déportations, il restait peu d'espace pour la survie. Celle aussi, plus méconnue, des Aborigènes d'Australie.

2. La traite et l'esclavage:

Marc Ferro décrit la déportation des millions d'Africains tandis que Pap Ndiaye examine la situation particulière du Sud des

États-Unis, société et culture tout entières bâties sur l'exploitation de l'autre...

3. Dominations et résistances:

Ce long chapitre détaille les figures du colonialisme en Asie, aux Amériques, en Afrique et permet une comparaison - points de convergences et spécificités locales ou régionales - des différents systèmes de colonisation par les différentes nations impérialistes et des formes que prirent les révoltes contre la domination coloniale.

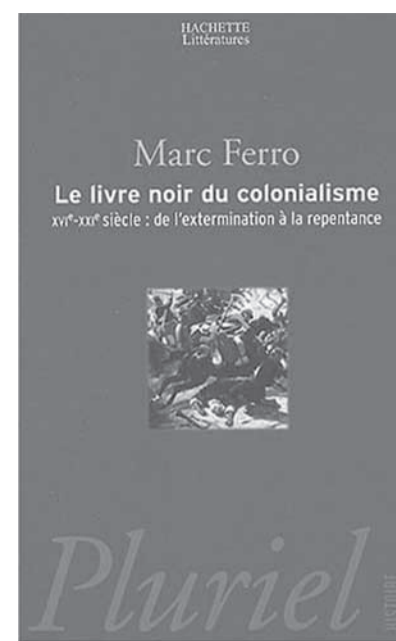
4. Le sort des femmes:

Un chapitre qui éclaire les pressions particulières et les humiliations supplémentaires qui s'abattirent sur les femmes colonisées (pressions sexuelles, enfants tués ou enlevés dès la naissance, situation sociale inférieure à celle des hommes en esclavage ou sous la tutelle du colon...).

5. Représentations et discours:

Où il est démontré que les représentations de l'autre (en littérature, dans les discours politiques, au cinéma, dans la chanson populaire ou dans des exhibitions du genre « zoos humains ») provoquent, entretiennent et légitiment les pratiques les plus humiliantes, les attitudes les plus négatives d'autrui.

En lisant ce livre, on apprendra, entre autres, que la population indigène d'Haïti est passée de 1,1 million lors de l'arrivée de Christophe Colomb (qui décidément porte bien son nom) en 1492 à 60000 en 1507. On découvrira aussi qu'en 1969 l'American Indian Movement s'empara temporairement de l'Île d'Alcatraz en déclarant: « Nous achèterons l'Île d'Alcatraz pour la somme de 24 dol-



lars payable en verroterie et cotonnade rouge, conformément aux termes du marché par les Hommes Blancs il y a environ 300 ans ».

Dans un monde ravagé par les politiques néocoloniales, ce livre nous révèle à quel point les pratiques actuelles des dirigeants des grandes puissances (violences, tortures, rhétorique de « conflit de civilisations »...) ne sont pas nouvelles et ont, par le passé, provoqué le massacre de dizaines de millions de personnes et permis la domination de centaines de millions au nom des « intérêts supérieurs » de quelques grandes firmes privées.

Amélie, [Tolbiac]

Le livre noir du colonialisme, sous la direction de Marc Ferro, 1124 p., Éditions Pluriel, 14,50 euros.

Sur les traces d'un futur grand révolutionnaire Carnets de voyage

« **C**e qui suit n'est pas le récit d'exploits fabuleux. C'est un fragment de nos vies parallèles, au temps où nous parcourions ensemble un même bout de chemin, dans une communauté d'aspirations et de rêves ». C'est ainsi qu'Ernesto Guevara lui-même présentait en 1952 ces fameux Carnets qui constituent aujourd'hui, avec le livre de son compagnon de route Alberto Granado, la base du film de Walter Salles (1). C'est en suivant cette idée que le réalisateur brésilien a choisi de restituer la grande aventure de deux jeunes amis, Ernesto et Alberto, en route pour un périple de 8000 km à travers l'Amérique latine des années 1950. Pourtant ce ne sont pas n'importe quels aventuriers dont il s'agit là, malgré tout.

Tout d'abord, ce sont deux jeunes Argentins, dans un monde et à une époque de révoltes et de conflits de classes. Issus de d'un milieu plutôt aisé, celui de la moyenne bourgeoisie libérale et intellectuelle, ils sont animés d'une vraie curiosité par rapport au monde qui les entoure, qui les pousse à partir sur la route pour se faire une autre idée de la réalité. Ils vont ainsi découvrir, à travers la rencontre de paysans pauvres, d'Indiens opprimés, de mineurs exploités, mais aussi de simples gens leur offrant l'hospitalité et des ruines magnifiques d'empires déchués, l'autre face de leur pays et de leur continent. Et c'est notamment au cours de ce voyage que le jeune Ernesto prendra véritablement



conscience de ce que l'on pourrait appeler l'identité latino-américaine, qu'il ébauchera les prémises d'une réflexion sur son rôle à jouer en tant que médecin et citoyen de ce continent. Celui qui deviendra par la suite le Che. Excellamment interprété par un duo d'acteurs judicieusement assortis, servi par une photographie impeccable, souvent drôle et toujours très esthétique, le film parvient à garder un ton juste, avec en filigrane une forte charge politique, sans (trop) tomber dans la caricature. Car derrière la silhouette d'Ernesto, c'est quand même la figure du Che qui persiste. Dont on retrouve d'ailleurs des traits chez ce jeune homme timide, asthmatique, encore un peu adolescent, mais avec déjà chevillé au corps

une intransigeante honnêteté et un sens profond de la justice. Mais surtout, ce que montre remarquablement bien Carnets de voyage, c'est aussi comment les idées des gens changent, évoluent, se modèlent au contact de l'expérience. Les mythes et les icônes ne viennent pas de nulle part. On ne naît pas révolutionnaire, on le devient. Et que ceci est à la portée de tous. Alors même qu'aujourd'hui, l'effigie de ce jeune homme devenu un véritable mythe reste un point de référence pour des millions de gens à travers le monde, que ce continent, parcouru il y a plus d'un demi-siècle par un Alberto et un Ernesto en quête d'idéal, est à nouveau en ébullition, c'est le sens profondément révolutionnaire de l'inspirante figure de celui qui fut Ernesto Che Guevara. (2)

Danièle, [Sorbonne-Clignancourt]

(1) : « Carnets de Voyages » d'Ernesto Guevara et « Con el Che por Sudamerica » de Alberto Granado. Voyage à motocyclette (Latinoamericana) d'Ernesto Che Guevara est disponible aux éditions Mille et une Nuits, 9 euros.

(2) : Pour ce qui est de l'inspiration, Aleida Guevara, la fille du Che, interviendra au Forum social européen de Londres, aux côtés notamment d'Ahmed Ben Bella, ancien dirigeant du FLN pendant la guerre d'Algérie, dans un meeting sur « Contester l'impérialisme américain ».



L'occupation est un crime !



Entre **13 000 et 15 000**
Irakiens ont été tués
depuis le début de l'offensive en mars 2003.

Source : www.iraqbodycount.net

Au premier octobre, la guerre en Irak avait déjà coûté **140 milliards de dollars** aux États-Unis.

Avec cet argent, les États-Unis auraient pu :

Payer l'ensemble des vaccins de base pour tous les enfants du monde pendant 46 ans.

Financer intégralement le programme mondial de lutte contre le SIDA pendant 13 ans.

Financer intégralement le programme mondial de lutte contre la faim pendant 5 ans.

Payer intégralement les études à l'Université pour près de 7 millions de jeunes États-Uniens pendant 4 ans.

Source : National Priorities Project

Tout le monde le sait maintenant. Georges Bush a menti au monde entier à propos de la guerre en Irak. Un petit retour en arrière nous montre qu'en mentant de la sorte, il ne fait que perpétuer une vieille habitude chez les présidents étatsuniens.

« Je tiens à dire (...) que les États-Unis ne chercheront plus jamais à conquérir le moindre pouce de territoire » (W. Wilson, 1913)

« Je l'ai déjà dit, et je le répéterai encore, encore et encore : nos soldats ne seront pas envoyés pour faire la guerre à l'étranger » (F.D Roosevelt, 1939).

« Nous n'allons pas envoyer des Américains à 9000 ou 10000 miles de chez eux pour faire ce que les Asiatiques devraient faire eux-mêmes ». (L. Johnson, 1964).

Lorsqu'un journaliste lui a demandé ce qu'il pouvait dire aux Irakiens qui chaque jour voyaient, à la télévision, des civils se faire tuer, le Général étatsunien Kimmitt a eu cette réponse pleine de bon sens :

« **Ma solution est simple : qu'ils changent de chaîne** ».

Source : site internet de la coalition en Irak. (www.iraqcoalition.org).

Lors du premier débat télévisé entre Bush et Kerry, on a eu du mal à savoir lequel des deux voulait envoyer le plus de troupes en Irak. Car le reproche que Kerry fait à Bush, ce n'est pas de faire la guerre au peuple irakien, mais de mal la faire. «La mauvaise guerre, au mauvais endroit, au mauvais moment» est la formule qu'il répète à longueur de campagne. Comme s'il y avait de «bonnes» guerres sous la direction de la première puissance impérialiste ! Le défi que Kerry se propose de relever, c'est celui de mieux mener la guerre que Bush, pas de mettre un terme à l'occupation de l'Irak. Une occupation qui va donc continuer, et ce quel que soit le résultat des élections aux États-Unis.

La colère monte contre l'occupation

Une occupation qui dure maintenant depuis plus d'un an et demi et qui apporte chaque jour son lot d'horreurs à la population irakienne : bombardements, couvre-feux, arrestations, tortures... Une occupation qui a amené, inévitablement, la majorité des Irakiens à se soulever contre l'occupant états-unien et ses alliés. Plus de 1000 soldats de l'armée de Georges Bush sont morts depuis que ce dernier a annoncé la «fin des opérations», en mai 2003. Et même Colin Powell est obligé d'admettre que les États-Unis ne contrôlent pas grand-chose et que les élections prévues en Irak au début de l'année 2005 risquent d'être sérieusement perturbées.

Car maintenant c'est une évidence : la résistance à l'occupation n'est pas le fait seulement de « quelques groupes terroristes », de « combattants infiltrés de l'étranger » ou d'« anciens partisans de Saddam Hussein ». La résistance irakienne, c'est d'abord et avant tout la population irakienne elle-même qui ne supporte pas la violence de l'occupation armée. Et c'est cela qui donne toute sa force à cette résistance : non seulement elle est légitime, mais en plus elle est majoritaire. Cela se vérifie de jour en jour, même si la propagande états-unienne, relayée par les médias français voudrait nous faire croire que les résistants sont tous de dangereux preneurs d'otages

et des assassins d'enfants.

Une lutte de libération nationale

Ceux qui, en Irak, organisent des attentats contre des civils irakiens (à ne pas confondre avec le gouvernement collabo d'Allaoui et tous ses sbires), n'ont pas pour objectif de chasser les occupants. de même que tous ceux qui profitent du chaos généré par l'occupation pour faire du fric ou pour semer la terreur. Mais tous ceux qui s'attaquent, d'une manière ou d'une autre, aux forces d'occupation et à leurs supplétifs irakiens, affaiblissent chaque jour un peu plus Bush et ses alliés dans leur projet de recolonisation du monde. Nous pouvons avoir des jugements sur telle ou telle méthode de lutte ou telle ou telle composante de la résistance. Mais ces jugements ne doivent en aucun cas nous amener à revoir notre soutien à la lutte du peuple irakien contre les occupants.

Car c'est une véritable lutte de libération nationale qui se développe en Irak de Fallouja à Nadjaf, en passant par Bagdad, qui combine actions de guérillas, grèves, manifestations de masses qui poussent à dépasser les clivages religieux. Cette résistance est très diverse politiquement, comporte des courants réactionnaires mais l'orientation politique des directions de la résistance ne saurait être un prétexte pour ne pas en défendre la légitimité. Être pour le droit à l'auto-détermination du peuple irakien, c'est être pour le droit du peuple irakien à se libérer même si nous ne nous reconnaissons pas dans les méthodes employées ou dans certaines composantes de la résistance.

Ne pas tomber dans le piège du «oui, mais...»

Nous ne devons pas tomber dans ce piège qui consisterait à dire que le retrait des troupes états-unien n'est possible que si nous sommes sûrs de savoir qui dirigera l'Irak par la suite. C'est mettre le doigt dans un engrenage infernal : premièrement cela revient à considérer que la population irakienne pourra avoir un quelconque intérêt à ce que les forces d'occupation demeurent en Irak. Deuxièmement cela signifie que nous acceptons la propagande états-unienne qui vise à mettre une frontière entre «population

irakienne» et «résistance irakienne», en laissant entendre que la «résistance» pourrait se retourner contre la «population». Enfin, et surtout, cela revient à intégrer le discours qui légitime l'ensemble de l'entreprise néo-coloniale de Bush et ses alliés : certains peuples ne sont pas prêts pour la démocratie, ne sont pas en mesure de se diriger ou de se libérer eux-mêmes, et donc nous devons nous occuper de leur apporter le bonheur, même si cela doit passer par des guerres.

Nous avons pu en voir le résultat concret en Palestine dans la période récente : à force de renvoyer dos-à-dos l'armée d'occupation israélienne et les «terroristes palestiniens», le «camp de la paix» en Israël a fini par accepter l'idée qu'il n'y avait pas de possibilité de trouver un accord avec les Palestiniens puisque la résistance était dirigée par des extrémistes. Le camp de la paix a donc salué le «plan Sharon» de retrait unilatéral de Gaza comme une «première étape». Et lorsque celui-ci a ordonné l'offensive meurtrière à Gaza (plus de 90 morts en une semaine), le «camp de la paix» est resté presque muet car il s'agissait d'un des volets du plan Sharon : nettoyer Gaza des «extrémistes» avant de s'en retirer définitivement.

La lutte des Irakiens est notre lutte !

Ce pour quoi nous devons nous battre, c'est pour que l'ensemble des droits du peuple irakien puissent être satisfaits. Non seulement parce que nous devons refuser qu'une population soit victime de la soif de pétrole et de pouvoir de quelques multinationales et des gouvernements qui les servent, mais aussi et surtout parce qu'une défaite des troupes états-unien et de leurs alliés marquerait un coup d'arrêt incomparable dans l'entreprise poursuivie par les classes dominantes. La guerre d'Irak est une des composantes majeures d'une offensive beaucoup plus vaste : détruire l'ensemble

des acquis des travailleurs et des jeunes du monde entier et s'emparer des richesses des pays du sud pour que la machine capitaliste puisse tourner à plein rendement.

L'Irak est aujourd'hui le maillon faible dans le projet des classes dominantes. C'est pour cela que les troupes d'occupation sont aussi violentes dans leur tentative désespérée d'en finir avec la résistance irakienne qui croît chaque jour un peu plus. C'est pour cela aussi que tous ceux qui ont intérêt à préserver le système en l'état se font aujourd'hui directement ou indirectement complices de l'entreprise états-unienne en Irak : en votant, à l'ONU, des résolutions légitimant l'occu-



ation, en répandant le racismisme et l'idée que l'Islam serait «incompatible» avec la «démocratie», ou en refusant de prendre position clairement pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes.

La résistance héroïque de la population irakienne contre la première armée du monde peut, à moyen terme, être victorieuse. La tâche de tous ceux qui veulent en finir avec ce système basé sur la loi du profit et la loi du plus fort est aujourd'hui de construire le mouvement anti-guerre mondial qui contribue lui aussi à affaiblir le projet de Bush, et d'affirmer leur solidarité avec la lutte des Irakiens contre l'occupation de leur pays.

Amélie, [Tolbiac]